

## Abderrahmane Youssoufi : une incarnation des mutations de la gauche marocaine

Mounia Bennani-Chraïbi  
Université de Lausanne  
Preprint 2020

Après l'annonce du décès de Abderrahmane Youssoufi, le 29 mai 2020, les témoignages officiels saluent la « figure emblématique », le « parcours d'exception » du résistant marocain, du militant de gauche, du Premier ministre de « l'alternance » (1998-2002). En revanche, dans les réseaux sociaux, certains retiennent avant tout « le rêve tué dans l'œuf »<sup>1</sup> ; le « pacte secret » qu'il aurait conclu avec Hassan II aurait facilité la succession monarchique, mais creusé le tombeau de la gauche.

À bien des égards, l'itinéraire de Youssoufi incarne les mutations du rapport d'une partie de la gauche marocaine à la monarchie. Né en 1924 à Tanger, il s'engage à l'âge de 19 ans dans le Mouvement national à Rabat. Sous le Protectorat (1912-1956), il compte parmi ceux qui érigent le sultan Mohamed Ben Youssef en symbole de la nation. Lorsque le sultan est exilé en 1953, il se lance dans l'organisation de la résistance armée. Toutefois, à l'indépendance, lorsque les alliés d'antan deviennent des adversaires, Youssoufi est arrêté à deux reprises. Pendant la première décennie de son exil en France (1965-1980), il se range du côté des apôtres de l'« option révolutionnaire »<sup>2</sup>. Au début des années 1990, Hassan II lance des pourparlers avec une partie de l'opposition parlementaire. Le 4 février 1998, elles aboutissent à la nomination de Youssoufi – premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) depuis 1992 – à la tête d'un gouvernement dit d'« alternance consensuelle ». À la mort de Hassan II en juillet 1999, celui que l'on présente souvent comme « l'ancien compagnon » de Mehdi Ben Barka<sup>3</sup>, le « martyr » de la gauche, assume le rôle de « régent de transition » (Galissot, 2002). Quant à l'USFP, ses tensions internes s'exacerbent, les scissions se multiplient, et son électorat s'effrite.

Cette histoire a été analysée sous plusieurs angles : les luttes de pouvoir entre la monarchie marocaine et le Mouvement national au lendemain de l'indépendance (Waterbury, 1970 ; Leveau, 1985 ; Monjib, 1992) ; l'« expertise en survie » de la monarchie (Anderson, 2000) ; l'histoire et les caractéristiques des partis politiques marocains (Willis, 2002 ; Santucci, 2001 ; Storm, 2014 ; Kasmi 2015), souvent considérés comme « segmentés », « domestiqués », voire « *irrelevant* » (Maghraoui, 2020) ; les « métamorphoses » de la gauche (El Benna, 1989 ; Bennani-Chraïbi, 2008, El Maslouhi, 2009) ; les vicissitudes de l'alternance gouvernementale de 1998 (El Mossadeq, 2001 ; Roussillon & Ferrié, 2006).

Cette littérature foisonnante est à la fois riche et stimulante<sup>4</sup>. Elle reste néanmoins prisonnière d'une quête et d'un schéma. La première consiste à appréhender les partis politiques à travers le prisme de la résilience autoritaire, de la « radicalisation » ou de la « modération », de la « crise » ou de la « faiblesse » (Catusse and Karam, 2010), au regard d'un horizon d'attente démocratique. Le second tend à réduire le jeu politique institutionnel à un face à face

---

<sup>1</sup> À l'instar d'une universitaire marocaine de gauche dans un post public sur Facebook, le 29 mai 2020.

<sup>2</sup> C'est aussi l'intitulé du rapport remis par Ben Barka au secrétariat de l'UNFP avant le 2<sup>e</sup> congrès du parti en mai 1962.

<sup>3</sup> Né en 1920 à Rabat, il est parmi les fondateurs en 1944 de l'Istiqlal, puis en 1959 de l'Union nationale des forces populaires (UNFP), aile gauche du Mouvement national, créée à la suite d'une scission au sein de l'Istiqlal. Avant de devenir un opposant exilé, un leader tiers-mondiste, puis le héros d'une énigme insoluble, celle de son enlèvement le 29 octobre 1965 devant la brasserie Lipp, il est professeur de mathématiques au Collège royal, président de l'Assemblée consultative du Maroc de 1957 à 1959.

<sup>4</sup> Pour un état de la littérature approfondi, voir Catusse (2006), Catusse and Karam (2010), Bennani-Chraïbi (2019).

entre le Palais et l'élite politique, où la confrontation débouche toujours sur la domestication des opposants. Comme l'a si bien relevé Myriam Catusse:

« un schéma maintes fois convoqué pour rendre compte des relations entre le souverain et les élites politiques : celui d'un désamorçage savant mais imparable de toute forme de dissidence (...) Comme si, finalement, devant l'institution royale et l'exercice effectif du pouvoir, les acteurs politiques (partis, syndicats, Parlement, organisations en tout genre) n'étaient que des acteurs marginaux et manipulés, dont les mobilisations, les modes de contestation ou les formes d'opposition ne serviraient au final qu'à conforter les mécanismes de la domination. » (Catusse, 2013, p. 31-32).

Le fait même de fixer le projecteur sur la politique instituée conduit à occulter les dynamiques sociales et ce qui se joue dans les différents lieux du politique. À quelques exceptions près (Vairel 2014, Hivert and Vairel 2019), les effets de la répression sont insuffisamment approfondis. Sur un autre plan, la focalisation sur le « menu de la manipulation » expose aux pièges des prédictions rétrodictives, consistant à confondre les intentions des acteurs, les causes des événements et leurs conséquences. Plus que tout, se dégage par moment le sentiment que l'histoire est écrite en amont, que les rôles sont distribués une fois pour toutes, que le « triomphe » de la monarchie est inscrit dans son ADN, et que tout le reste en découle mécaniquement. Ce faisant, il reste peu de place pour les acteurs, pour leurs tâtonnements, et leurs tribulations tout au long de la vie et à travers des configurations historiques changeantes<sup>5</sup>.

Dans cet article, j'appréhende les mutations d'une partie de la gauche marocaine en focalisant sur « ce que les acteurs font en étant faits » (Fillieule, 2020). Plus précisément, j'examine le parcours de Youssoufi dans ce qu'il a de structuré et de structurant, mais également dans ses contingences. Pour ce faire, je mobilise le concept de « carrière militante », tel qu'il a été forgé par Olivier Fillieule (2001), sur la base de la tradition interactionniste (Hughes, 1958 ; Becker, 1960, 1966 ; Strauss, 1959, etc.). Comme le souligne Howard Becker en se référant à Hughes, le concept de carrière articule deux dimensions:

« dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures. Dans sa dimension subjective, une carrière est faite de changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive » (Becker, 1985, p. 121).

D'une part, cette notion permet de « travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie (défection (s) et déplacement (s) d'un collectif à l'autre, d'un type de militantisme à l'autre) et de la rétraction ou extension des engagements » (Fillieule, 2001). D'autre part, elle ouvre la voie à l'analyse des interactions entre le parcours individuel, les institutions, et les contextes, de manière à reconstruire « une succession de phases, de changements de comportements et de perspectives de l'individu. Chaque phase requiert une explication et une cause agissant pendant l'une des phases de la séquence et pouvant avoir une importance négligeable pendant une autre phase » (Becker, 1985, p. 45-46). Enfin, elle incite à prêter attention aux jonctions entre les micro-événements – qui bouleversent le destin individuel – et les événements historiques – qui transforment durablement les structures et les pratiques tout en étant imprédictibles (Sewell, 1996).

---

<sup>5</sup> Voir toutefois l'enquête réalisée par Bennani-Chraïbi (2013) sur 4127 congressistes nationaux de dix organisations politiques marocaines.

Cette réflexion se fonde sur trois sources en particulier. Dans le cadre d'une enquête sur la genèse et la transformation de la scène partisane au Maroc, j'ai conduit un entretien enregistré de six heures avec Abderrahmane Youssoufi, dans son appartement, à Casablanca, les 4 et 5 janvier 2006. Malgré sa réserve et son retrait de la vie politique depuis 2003, il s'y s'exprime sur son parcours jusqu'au début des années 1960. Au printemps 2015, il a bien voulu répondre à mes demandes de précision dans un texte dactylographié de six pages. M'barek Boudarka, l'un de ses compagnons d'exil, est parvenu à en recueillir davantage et à rassembler plusieurs documents. En 2018, il a publié en trois tomes en arabe *Propos sur ce qui s'est passé. Fragments de mon parcours tels que je les ai racontés à Boudarka* (Casablanca, Dar al-nachr al-maghribiyya). Bien avant ces témoignages, Hamid Barrada et Najib Gouiaa ont réalisé en 2002 un documentaire, intitulé « Il était une foi : Abderrahmane Youssoufi ». Certes, ces sources comportent un biais important, puisqu'elles proviennent toutes de Youssoufi et que celui-ci a livré rétrospectivement les « fragments » parcellaires qu'il a bien voulu partagé. Mais, par de-là « l'illusion biographique » (Bourdieu, 1986), je souhaite prendre au sérieux la manière dont ce personnage secret<sup>6</sup> se raconte, tout en mobilisant d'autres éclairages : des entretiens que j'ai réalisés avec d'autres protagonistes de cette histoire, et la littérature secondaire.

En examinant ces sources selon une perspective interactionniste, je montrerai que Youssoufi est le parangon d'un segment des élites nationalistes, et que son parcours incarne bien les transformations des relations entre une partie de la gauche marocaine et la monarchie. Je relèverai également les idiosyncrasies individuelles, les contraintes et les contingences de différents ordres qui ont façonné sa trajectoire. Ce faisant, je soulignerai que ce parcours individuel et le destin collectif de la gauche qu'il incarne sont irréductibles à des explications en termes de « cooptation » ou de « domestication », et que tout n'était pas joué en amont et une fois pour toutes. Pour en saisir les sinuosités, il importe de prendre en compte les tâtonnements, les perceptions des horizons du possible et du faisable en lien avec les dispositions individuelles et avec les capitaux accumulés à titre personnel ou collectif<sup>7</sup>. Cet argument sera développé à travers l'analyse de quatre séquences : les années de jeunesse et les débuts de la socialisation politique à Tanger et pendant les études secondaires à Marrakech et à Rabat (1924-1944) ; un engagement total au service du roi, de la patrie et du parti (1945-1956) ; la radicalisation à l'aube de l'indépendance et les années d'exil (1959-1980) ; les aléas de la réconciliation avec la monarchie d'un homme sans troupes.

### **Les années de jeunesse d'un parangon des élites nationalistes de « seconde génération » (1924-1944)**

Au regard de certains travaux, Abderrahmane Youssoufi est un parangon des élites nationalistes de « seconde génération » (Ashford, 1973). Celles-ci ont des origines plus provinciale, plus rurale et plus modeste, comparativement aux élites de la « première génération » qui sont issues de vieilles familles citadines (Fès, Meknès, Rabat, et Salé), de milieux commerçants et intellectuels : savants religieux, magistrats, grands propriétaires, voire de *chorfa* (dont le prestige social dérive de leur inscription dans une généalogie prophétique). Dans une société où l'analphabétisme est massif, les unes et les autres se distinguent par leur

---

<sup>6</sup> Dans le documentaire, *Il était une foi Youssoufi*, plusieurs figures politiques le qualifient de « force tranquille », d'homme « muet comme une tombe », voire d'« homme solide, ne bouge pas trop vite, tourne sa langue sept fois avant de parler ».

<sup>7</sup> Voir à ce sujet la distinction faite par Offerlé (2018) : le « capital collectif partisan » renvoie à une « marque politique », un sigle, des emblèmes, un programme, des locaux, une organisation, des militants, des permanents, des ressources provenant de cotisations, etc. Inversement, les « capitaux individuels » sont « attachés à la personne, incorporés et reconnus par des attributs et des titres socialement pertinents ». Dans l'entre-deux, des agents accumulent leur propre capital politique à travers leur engagement dans un parti politique.

statut d'éduqué, et leur engagement politique est intrinsèquement lié à leurs années de formation.

Rétrospectivement, Youssoufi considère que c'était une chance de naître et de grandir à Tanger, qui bénéficiait alors d'un statut international sous souveraineté du sultan du Maroc<sup>8</sup>. Le caractère cosmopolite et multiculturel de la ville, de même que son « ouverture sur le monde », auraient rejailli sur l'ensemble des Tangérois et, en tout cas, sur son environnement familial. D'après lui, au milieu des années 1930, son père, Ahmed Youssoufi, était un « notable », un membre de la « petite bourgeoisie » de Tanger. Néanmoins, cette position est acquise à travers une double mobilité, résidentielle et sociale, qui laisse entrevoir une réelle fluidité sociale. Originaire de Dar Zhirou (Fahs), un village à 25 kilomètres de Tanger, celui-ci migre dès son jeune âge vers la cité voisine, avant de trouver un emploi à Gibraltar chez un diplomate. De retour à Tanger, il devient gardien (*chaouch*) dans une banque située dans la rue commerçante Siaghine. Peu à peu, il « développe ses affaires » et acquiert deux maisons à Tanger. Avant son décès en 1937, il remplit deux charges. En qualité de défenseur agréé (*wakil*), il assiste les plaideurs et les justiciables, et arbitre des litiges. Par ailleurs, il représente le quartier Drareb (*moqaddem*<sup>9</sup>), une fonction « prestigieuse » d'arbitrage à l'époque, qui aurait été liée à son ascendant sur les gens : petit propriétaire, il avait « un certain savoir », une réputation d'homme « respectable » et plein de « sagesse ». Cet autodidacte a fréquenté l'école coranique de son village et suivi des conférences dans des mosquées pour assimiler des règles de la loi islamique. En côtoyant des courtiers, des notaires et des plaideurs de différentes origines et religions, il s'est initié aux procédures de divorce, d'héritage, de vente de l'immobilier, tout en se familiarisant avec les langues française et espagnole. Ses amitiés ne sont pas circonscrites à la sphère masculine du dehors. L'épouse juive de son ami du Souss devient une intime de sa première épouse : Fatima Al Fahsi qui ne quitte son village, le même que celui de Ahmed, qu'à la suite de leur mariage.

Huitième et dernier né de Fatima<sup>10</sup>, le jeune Abderrahmane évolue dans un environnement familial qui valorise l'instruction. Les frères qu'il évoque ont fréquenté l'école franco-arabe de Tanger ; l'un d'entre eux, Mustafa, a étudié au collège Moulay Youssef, à Rabat, pendant deux années. Pour rappel, le système d'enseignement instauré par les Français à destination des musulmans est à la fois malthusien et hiérarchisé. À la fin des années 1930, 1 % des enfants en âge d'être scolarisés y ont accès. Parmi eux, seule une toute petite élite masculine accède à un enseignement généraliste dans le cadre des « écoles de fils de notables » et des grands collèges musulmans. À la veille de l'indépendance, ce système n'aura produit que 640 bacheliers musulmans (Vermeren, 2002, p. 129 et 214).

Lorsque le jeune Abderrahmane décroche le certificat d'études primaires en 1936, son père et ses trois frères aînés, déjà adultes, tiennent à ce qu'il poursuive ses études secondaires dans la zone française. Youssoufi se présente au concours de bourse pour intégrer le collège Moulay Youssef et le réussit. Mais la bourse lui est refusée parce que son père, qui loue une maison à la Direction française de l'enseignement à Tanger, est catégorisé comme « propriétaire ». En 1937, Abderrahmane devient orphelin et le directeur de son école le soutient pour obtenir la bourse qui lui permettra d'étudier au collège Sidi Mohamed à Marrakech (1938-1941), puis à Moulay Youssef (1941-1944).

En 1943, le malheur s'abat à nouveau sur sa famille. Ses grands frères, Mohamed et Mustafa, décèdent. Abdeslam, l'aîné des frères, est enlevé par la police secrète espagnole ; il

---

<sup>8</sup> Dans le cadre de la Convention de Paris en 1923, Tanger, ville diplomatique au XIXe siècle, acquiert ce statut qui rentre en vigueur de 1925 à 1958. Pour rappel, dans le cadre du Protectorat français (1912-1956), l'Espagne a par ailleurs disposé de deux zones d'influence (au nord et au sud du pays).

<sup>9</sup> Sous l'indépendance, cela désigne l'agent administratif en contact immédiat de la population, au niveau d'un quartier notamment.

<sup>10</sup> Polygame, son père a eu deux enfants d'un deuxième lit. En tout, Youssoufi a eu quatre sœurs et cinq frères.

perdra la vie dans les prisons espagnoles. Pendant l'occupation de l'enclave internationale par l'Espagne (1940-1944), Abdeslam qui aimait commenter l'actualité s'était aventuré à annoncer publiquement la victoire des Alliés. Youssoufi en garde le souvenir d'un fêtard qui faisait des « petits boulots » dans la journée, consacrant ses soirées à la musique andalouse, à la fréquentation des cafés et des « garçonnières ». En dépit des circonstances, Abderrahmane est dissuadé par les siens d'interrompre ses études.

L'intérêt de Youssoufi pour les conflits politiques et sociaux s'éveille bien avant la disparition de Abdeslam. Dans l'entretien qu'il m'accorde en 2006, il évoque un événement de portée mondiale et des interactions d'ordre familial. Le déclenchement de la guerre civile espagnole en 1936 aurait produit un grand impact à Tanger : « Il y a même des familles qui se sont entretuées. Quand l'un était franquiste, l'autre était communiste »<sup>11</sup>. De loin, le jeune Abderrahmane observe les manifestations et écoute l'hymne de l'Internationale ouvrière. Un jour, son père, qui comprend l'espagnol sans le lire, sollicite ses compétences pour accéder au contenu des journaux que son frère Mustafa ramène de l'imprimerie où il travaille :

« Il m'a dit : "Toi qui as obtenu le certificat d'études, raconte-moi ce qu'il y a dans ces journaux". Je prends le journal, je lis : "Le général Franco..." (...). J'ai voulu traduire... "un général français...". Il m'a dit : "Ne traduis pas, contente-toi de lire... Si c'est ça le certificat d'études que tu as eu..." [rires]. Il m'a piqué au vif. Il m'a montré que je ne savais pas lire un journal. Et depuis ce jour-là, j'ai commencé à lire les journaux. Alors, je me suis un peu politisé par la lecture de la presse. »

Mustafa ne s'est pas contenté de favoriser le premier contact de son jeune frère avec la presse, il l'a initié non intentionnellement à une forme de contestation : « Il était efficace. Il faisait la grève tout seul. Quand il s'arrêtait, la machine ne marchait plus et j'ai vu le patron venir négocier chez mon père la reprise du travail de mon frère Mustafa [rire]. »

Plus globalement, Youssoufi identifie trois grandes voies de politisation pendant ses années de jeunesse : « l'ambiance coloniale », l'enseignement, et l'action du Mouvement national. Si l'atmosphère coloniale est peu pesante à Tanger, à l'âge de 13-14 ans, il prend conscience de la division du pays lorsqu'il quitte sa ville natale à destination de Marrakech. Il devait se procurer un passeport, obtenir un visa au consulat d'Espagne pour traverser la zone espagnole, ouvrir sa valise à la douane de Tanger, à l'entrée et à la sortie de la zone espagnole, puis à l'entrée de la zone française à la douane française : « Se forgeait inconsciemment un désir de se battre pour l'édification de notre pays ». Interne à Marrakech, il assiste régulièrement à des « vexations » et à des « actes de racisme ».

Comme d'autres témoins de cette époque, il relève également la « double efficacité » de l'enseignement dispensé par les Français dans la gestation du sentiment national : d'une part, « le contenu » et les idées inculquées par les enseignants « libéraux », notamment des Marocains et des Algériens ; d'autre part, le comportement de professeurs « arrogants » et « méprisants ». D'après lui, l'attitude de ces derniers suscitait des réactions, à l'instar de celle qui le conduit à organiser, en 1941, la première « grève » du collège Sidi Mohamed. Tout commence avec une bave sur un morceau de pain, perçue comme un crachat, ce qui provoque la colère du surveillant général. Face à la menace de sanctions, la « grève de la faim » est décrétée.

« Est-ce que ce sont les réminiscences que j'ai gardées de mon enfance, mon frère qui faisait grève, les ouvriers espagnols qui faisaient la grève ? Ce sont des choses inconscientes. Je ne me rappelle pas par quel mécanisme j'en suis arrivé à cela. Ça doit être aussi le fait que j'ai entendu parler de cette grève au collège Moulay Youssef. »

Après avoir décroché le diplôme de fin du collège, Youssoufi devient interne au collège Moulay Youssef à Rabat. D'après son récit, il compte parmi les élèves qui se font remarquer

---

<sup>11</sup> Ce passage et tous ceux qui ne seront pas suivis d'une note sont extraits de l'entretien que Youssoufi m'a accordé en 2006.

par les surveillants chargés par Mehdi Ben Barka de « détecter quels sont les éléments qui ont une conscience politique, qui ont des vocations pour être leaders dans le collège ». Les critères sont la réussite scolaire, l'attitude, la perception par les camarades :

« Quelqu'un qui a sa dignité, qui répond du tac au tac, ou qui a de l'autorité. Par exemple, moi, les surveillants me prenaient comme remplaçant. (...) C'est un critère par exemple d'autorité, d'ascendant ou de sérieux. Ou bien, ils voient aussi le réseau d'amitiés que vous pouvez avoir. Ils voient aussi l'estime des gens, si vous êtes quelqu'un qui est chahuté ou mal aimé, pas bien prisé par ses camarades... Et puis, dans les conversations, on sent si quelqu'un réagit à cette atmosphère de la colonisation. »

Les cinq à six élèves recrutés sont des amis qui partagent le même goût pour les études, pour la littérature, de même qu'une aspiration au changement. À leurs yeux, Mehdi Ben Barka est déjà un personnage mythique, bien qu'il ne soit leur aîné que de quelques années. En décembre 1943, celui-ci réunit les nouvelles recrues pour les informer de l'existence d'un parti politique et leur faire prêter serment sur le Coran : « Je jure par Dieu devant le Coran sacré d'être fidèle à ma religion, à ma patrie, à mon roi et au Parti de l'Istiqlal [parti majeur du Mouvement national], d'appliquer les décisions prises et de les garder secrètes » (cité dans Rézette, 1955, p. 305). Par l'intermédiaire des surveillants et de camarades externes, ils reçoivent des copies du Manifeste de l'indépendance, présenté le 11 janvier 1944 au sultan et aux représentants des puissances alliées. Ils l'étudient, contribuent à le faire circuler et sont particulièrement enthousiasmés par l'une des revendications : « un régime démocratique comparable au régime de gouvernement adopté par les pays musulmans d'Orient, garantissant les droits de tous les éléments et de toutes les classes de la société marocaine et définissant les droits de chacune » (cité dans Julien, 1978, p. 190). D'après Youssoufi, « l'exemple c'était l'Égypte du parti Wafd. Il y avait un régime parlementaire dans une monarchie. Il valait ce qu'il valait, mais pour l'élite marocaine ça paraissait un modèle. »

L'arrestation de la direction du parti de l'Istiqlal suscite des protestations. Le jeune Abderrahmane participe pour la première fois à une manifestation (*mudhahara*) et cette action produit une première bifurcation dans son parcours. Les « agitateurs » sont exclus sur le champ de l'internat, du collège et de l'ensemble des établissements ; leur bourse est supprimée. Youssoufi ne peut pas rentrer chez lui : obtenir un visa pour Tanger est d'autant plus difficile que les relations entre l'Espagne et la France sont tendues. Pris en charge par les dirigeants de l'Istiqlal encore en liberté, il se met au service du parti, de la patrie et du roi auxquels il a juré fidélité.

### **Un engagement total au service de sa patrie, de son roi et de son parti (1945-1956)**

D'après Robert Rézette, la discipline partisane prend une « allure quasi militaire » dans l'Istiqlal de la fin des années 1940 (Rézette, 1955, p. 314 et s.). De ce point de vue, « l'engagement total » (Duverger, 1976) aurait été la norme plutôt que l'exception. Cette tendance est exacerbée chez Youssoufi du fait même de sa dépendance à l'égard du parti, de l'interpénétration entre les différentes sphères de vie qui en découle, et des responsabilités qui lui sont rapidement confiées. Pour le reste, ses représentations, ses actions et ses stratégies sont fortement imprégnées par les horizons du pensable et du faisable des figures de l'élite en formation, avant qu'une nouvelle inflexion se produise à la suite de la déposition du sultan le 20 août 1953.

#### **« J'ai commencé ma vie dans le parti comme dirigeant »**

Après son exclusion du collège, Abderrahmane erre de domicile en domicile. Lorsque son premier hôte est arrêté, il est accueilli par le Fqih Mohammed Belarbi Alaoui (1880-1964), le guide spirituel du Mouvement national, qui est également le père de l'un de ses camarades de classe. Lorsque le Fqih est exilé, Youssoufi accompagne un autre camarade de classe chez

son oncle, le pacha de Safi. « Mouchardé », il se rend à Casablanca. Au hasard d'une rencontre, il est conduit auprès des dirigeants locaux du parti de l'Istiqlal qui le logent chez un militant. Âgé de 20 ans, loin des siens, il mène une vie austère consacrée aux études et au parti. Après avoir présenté la première partie du baccalauréat en candidat libre, il prépare la deuxième partie au lycée Lyautey<sup>12</sup>. En 1945, il est le seul de sa promotion à décrocher le baccalauréat. Le fait même d'opter pour des études de droit, une filière qui sera massivement investie par les élites nationalistes, est lié à son engagement militant<sup>13</sup>.

« Quand j'étais au collège Sidi Mohamed, puis Moulay Youssef, j'étais fort en math et en physiques. Et mon ambition c'était de faire Math Sup. (...) J'ai rencontré Mehdi [Ben Barka] et je lui ai demandé son avis : "Je vais faire Math sup ?". Il m'a dit : "Non, ça ne te servira à rien. Si tu fais les mathématiques, tu vas devenir professeur et, comme tu fais de la politique, tu vas te faire renvoyer [rires]. Et puis tu vas rester chômeur. Et comme probablement tu te destines à militer, moi je te conseille de faire une profession libérale. Il vaut mieux que tu fasses du droit." Et c'est comme ça que le micropolitique m'a déterminé. »

Plus que tout, le jeune homme s'investit corps et âme, « sept jours sur sept », dans l'action nationaliste. À l'inverse des fondateurs du Mouvement national, il ne devient pas dirigeant « en vertu d'une auto-désignation » (Rézette, 1955, p. 256) ; il est propulsé à des postes de responsabilité dans un contexte particulier : les leaders sont emprisonnés ou exilés ; le parti est très peu centralisé ; les « cadres » bilingues constituent une denrée rare. Mais, à l'instar de la figure du *za'im* (leader), un produit historique du moment nationaliste, il joue le rôle de « passerelle entre un ordre ancien en voie de destruction et un ordre nouveau à promouvoir » (Camau, 2008, p. 74). Jusqu'en 1949, il mène un ensemble d'actions qui donnent à voir ce que signifie militer à cette époque, de même que les dispositifs mis en œuvre. Pour les nationalistes lettrés, la lutte pour l'indépendance passe par la mobilisation de la société et l'action nationaliste est à la fois partisane, sociale, culturelle, éducative, et sportive. Dans l'espace du pensable du jeune Abderrahmane, les ouvriers et les jeunes constituent des cibles privilégiées, mais non exclusives. Et qu'il s'agisse d'animer une cellule (*al-khaliyya*), de constituer un embryon syndical ou une mutuelle, de créer une école ou une ligue de football, l'enjeu est de « recruter », « organiser », « encadrer », « former », « éduquer », « conscientiser », « moderniser », peu importe que l'action soit légale ou clandestine.

Encadrer les cellules du parti est l'une des premières tâches que doit accomplir Youssoufi à Casablanca. Organisées par quartier, par secteur d'activité professionnelle ou par type de mission, les cellules comptent tout au plus sept à dix personnes, juste le nombre approprié pour une réunion à domicile. Pendant les années 1940, la personne qui dirige la cellule (*al-musayyir*) a pour principale fonction de former et d'informer les membres du parti. En affinité avec leur univers de prédilection, les figures nationalistes socialisées dans l'école du colon recourent à des registres qu'elles ont expérimentés pendant leurs années d'études, notamment en histoire, l'une de leurs disciplines de référence : se documenter, préparer un exposé oral. Dès lors, former consiste principalement à transmettre l'histoire du Mouvement national et des luttes d'indépendance dans le monde.

« Moi, je n'ai pas été à l'école nationaliste. Il n'y a que de l'indirect qui m'a formé. Mais quand j'ai été pris par le parti... Je dis parfois en plaisantant avec des amis : "Moi, j'ai commencé ma vie dans le parti comme dirigeant" [rires]. Parce que quand on m'a pris ici à Casablanca, on m'a tout de suite donné la charge de diriger des cellules : des cellules d'ouvriers, de commerçants (...). Je ne suis pas passé par une école de formation de militants. On m'a dit : "Voilà,

<sup>12</sup> D'abord destiné exclusivement aux Européens, ce lycée français ouvre peu à peu à ses portes aux « musulmans », qui représentent 12 % des effectifs en 1951.

<sup>13</sup> Il prépare ses deux premiers certificats de licence de droit dans l'annexe casablancaise du centre de Rabat, dirigé alors par André de Laubadère, spécialiste de droit administratif. Les professeurs venaient de Rabat ou de Bordeaux, à l'instar de Maurice Duverger.

maintenant vous êtes un jeune homme, vous avez vingt ans, vous allez former...”. Et bien, moi, je n’avais pas idée de ce qu’il fallait faire [rire]. Et avant la réunion de chaque cellule... Le monsieur chez qui j’habitais avait une bibliothèque. Il y avait des journaux du parti, du Mouvement national, il y avait des biographies de dirigeants égyptiens, il y avait de l’histoire. Je potassais, je m’informais, je me documentais, je lisais, j’étudiais un des aspects de l’histoire du Maroc, un des aspects de la crise marocaine, la vie internationale... Et, je préparais mon exposé. Je me formais moi-même tout en formant les autres. On apprenait les mêmes choses. Parce qu’il y avait cette soif d’apprendre et d’être à la hauteur. (...) On se débrouillait comme on pouvait. (...) Mais il y avait une ligne directrice, c’était de donner aux camarades l’historique du Mouvement national pour arriver au Manifeste de l’indépendance. »

À partir de 1944, le parti de l’Istiqlal élargit ses bases au-delà des intellectuels, des savants religieux, des artisans et des commerçants citadins ; il connaît une expansion particulièrement forte à Casablanca, principal pôle industriel d’Afrique du Nord. Aussi, l’une des grandes missions confiées à Youssoufi est d’organiser « la classe ouvrière » en se chargeant des employés du Chemin de fer et des cellules ouvrières du quartier industriel des Roches Noires, dans des usines considérées comme les fleurons de l’industrie coloniale. Au-delà de l’animation des cellules ouvrières du parti, Youssoufi explore différentes voies pour permettre « une prise de conscience plus générale » et pour accroître les capacités de recrutement : s’infiltrer, détourner des dispositifs existants ou en créer de nouveaux.

Grâce à « l’ingéniosité de patriotes » de Cosuma<sup>14</sup>, appartenant à la cellule ouvrière mère, il est engagé par la compagnie sucrière à titre d’enseignant. En effet, des ouvriers demandent à la direction de leur organiser des cours d’alphabétisation en arabe et en français, et l’incitent à présenter une candidature spontanée. Recruté, il est désormais en contact direct avec un plus grand ensemble d’ouvriers qu’il encadre non plus dans des domiciles, mais dans un hangar mis à disposition par la compagnie. Il monte une équipe de football à la Cosuma, où les ouvriers bénéficient d’un terrain aux frais de la direction, et une autre, *al-Ittihad* (l’union), dans le quartier Hay Mohammedi à Casablanca. Et lors qu’une ligue libre du football est créée, il en devient le secrétaire général.

Toujours dans la perspective d’accroître le recrutement, il prend l’initiative de créer la première mutuelle de Cosuma après avoir observé la pratique de la Caisse de Moulay Yakoub (*sandouq Moulay Yakoub*). Cette tontine permet de collecter des contributions au sein du même réseau (villageois, tribal, etc.) afin de venir en aide à ceux qui doivent affronter les frais suscités par des événements heureux ou malheureux (un mariage, une naissance, une maladie, un décès, etc.). En vue de « rationaliser » et d’« institutionnaliser » cette pratique de solidarité, il décide de l’inscrire dans un cadre associatif : élection par une assemblée générale d’un bureau avec un président, un trésorier, un secrétaire, élaboration d’un règlement qui fixe le montant de la cotisation et des prestations selon la nature de l’événement. L’infirmière et le médecin de l’usine contribuent à l’opération en attestant les cas de maladie et de décès. Les prestations sont versées par chèque et quelques séances de formation familiarisent les ouvriers avec le mode de fonctionnement, qui nécessite à peine de savoir écrire des chiffres et de signer. Une centaine d’ouvriers adhèrent à l’association mutuelle et le modèle se répand dans d’autres usines du quartier industriel. Mais, cette initiative met la puce à l’oreille du contrôleur civil<sup>15</sup>.

« J’étais bien conscient que lorsqu’il allait apprendre que nous avions une mutuelle, il serait peut-être contre. Alors nous avons eu l’idée suivante, c’était la guerre encore. J’ai demandé à la délégation qui avait l’habitude de le voir, certains d’entre eux faisaient déjà partie du bureau de

---

<sup>14</sup> En 1949, la Cosuma compte près de 1800 travailleurs marocains (Ayache, 1993, p. 64).

<sup>15</sup> Jusque-là, ces agents contrôlaient l’administration chérifienne aux côtés des pachas et des caïds. Ayant constaté la popularisation du Mouvement national après les manifestations de 1944, les autorités du Protectorat décident de nommer un contrôleur civil au marché de gros à Casablanca, avec pour mission la surveillance de la classe ouvrière.



la mutuelle, de faire un premier chèque (...) [en guise d'aide à la France en guerre]. (...) ça a fait tilt dans sa tête. (...) il a fait une enquête et il a découvert que j'étais un ancien élève de Moulay Youssef qui avait participé à cette manifestation. Il a été voir la direction et leur a dit : "Qu'est-ce que c'est que ça ? Vous avez un anti-français ici ! Vous vous êtes laissés avoir. Il faut qu'il parte tout de suite." Il a gardé la mutuelle parce qu'il a trouvé ça bien. »

Licencié de la Cosuma, Yousseoufi poursuit sa tâche en tant que « formateur clandestin » et quadrille presque toutes les usines des Carrières centrales. Les cellules étant cloisonnées, il détourne le rituel religieux de la prière de la pluie (*talab al-ghayth*) pour avoir une idée de la force que représente le parti dans la région. En 1945, la sécheresse sévit et le Mouvement national organise des soupes populaires. Yousseoufi fait circuler un mot d'ordre à travers la cellule mère : les ouvriers de la région doivent faire une procession pour implorer la pluie.

« C'était sous couvert de [ce rituel] que nous avons pu organiser une manifestation qui nous donnait un peu une idée de notre capacité de mobilisation. C'était une manifestation à couverture religieuse [rire], mais qui était en fait organisationnelle. C'était en fait un entraînement pour voir quelle était la capacité d'organisation de ces militants. »

Bien avant que l'Istiqlal n'autorise les ouvriers du parti à intégrer l'Union des syndicats confédérés du Maroc (USCM)<sup>16</sup>, une organisation subordonnée à la Confédération générale des travailleurs (CGT) française, des ouvriers du parti constituent des cellules syndicales avec la complicité de responsables comme Yousseoufi. Pour ce dernier, l'objectif est de les former et de constituer « une certaine force », pour être en mesure d'organiser une grève, des manifestations, et pour « donner aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai une dimension importante, de manière à ce que la présence de la classe ouvrière marocaine soit palpable ». À son retour d'exil en 1946, Allal al Fassi (1919-1974) fait une tournée. Lors de son passage à Casablanca, des ouvriers viennent le saluer. D'après Yousseoufi, pendant la réunion du Conseil national, le leader emblématique de l'Istiqlal aurait dit : « Le parti est entre les mains de gens qu'on ne connaît pas ». En effet, une partie de la direction se montre perplexe face à cette popularisation du parti à Casablanca :

« Ils ne voyaient que des gens qu'ils ne connaissaient pas, qui n'avaient pas grandi dans le sérail, qui arrivaient à avoir de l'autorité, des possibilités d'action. Et puis, ils avaient constaté cette tendance, l'ouvriérisation du parti, comme si le parti perdait son équilibre. Il y avait une masse plus grande de gens nouveaux. En plus, il y avait un petit peu un parfum de gauche sociale. C'est-à-dire l'ambiance du parti se prolétarisait, se popularisait. »

En dépit des relations ambivalentes qu'entretient la direction de l'Istiqlal avec le communisme, pour Yousseoufi, le souci de « former » est tellement lancinant qu'il incite des Istiqlaliens à intégrer le Parti communiste afin de bénéficier de l'école des cadres, et ce avec la connivence d'« amis communistes ». En tant que correspondant d'*Al-Alam*, Yousseoufi couvre les procès de cadres syndicaux, arrêtés à la suite des pogroms qui se sont produits à Oujda et à Jerrada à l'annonce de la création de l'État d'Israël en 1948. Qualifiés de « communistes », certains créent la surprise en confessant leur appartenance à l'Istiqlal.

Dès le départ, les actions de formation et d'encadrement de Yousseoufi ont pour cible aussi bien les ouvriers que les jeunes générations. En vue de contribuer à élargir les réseaux du parti de l'Istiqlal à Casablanca, il crée une « école libre »<sup>17</sup>, Al-Ittihad, en 1945. Parallèlement, il met en place une maison des étudiants destinée à loger les exclus, dont les bourses ont été supprimées. Et lorsque l'établissement Abdelkrim Lahlou ouvre un cycle d'études secondaires, il y enseigne en arabe les mathématiques, la physique, la chimie, faisant un effort de traduction, lui qui a appris ces disciplines en français.

---

<sup>16</sup> Les dirigeants de l'Istiqlal auraient interdit à leurs membres d'adhérer aux syndicats cégétistes en 1946 (Ayache, 1990, p. 150-151). Cette thèse est remise en cause par Fouad Benseddik (2000, p. 294).

<sup>17</sup> À partir des années 1930, l'enseignement libre est constitué comme une pièce du dispositif nationaliste (Damis, 1975).

Pour prolonger l'effort d'encadrement des jeunes au sein des établissements scolaires, des équipes de football, des associations et du scoutisme, l'idée d'organiser la jeunesse de la même manière que la classe ouvrière fraie peu à peu son chemin. Youssoufi fait un rapport à Mehdi Ben Barka à ce sujet et propose l'institution d'un « 1<sup>er</sup> mai des jeunes ». L'enjeu est de rassembler les jeunes, leur offrir une occasion de montrer leur force, de revendiquer. À son départ en France en 1949, il rencontre Moulay Ahmed Alaoui (1919-2002), un membre de la famille royale ; il lui présente l'idée et lui demande son concours pour trouver une date d'anniversaire d'un prince ou d'une princesse, qui tombe pendant les vacances estivales. Il s'agit aussi bien d'éviter une interdiction que de produire de l'impact. Dès 1950, le parti de l'Istiqlal commence à organiser la fête de la jeunesse, le 9 juillet, date anniversaire du prince Moulay Hassan. D'après Youssoufi, pendant ces années difficiles, l'événement reste embryonnaire ; il ne prend toute son extension qu'à l'indépendance lorsque le premier gouvernement l'officialise et prend en charge son organisation.

### ***Militer à l'extérieur du Maroc entre 1949 et 1952***

En novembre 1949, grâce au soutien d'un industriel nationaliste, Youssoufi se rend à Paris pour préparer son troisième certificat de licence. Après avoir décroché son diplôme, il s'inscrit à Science Po et prépare un Diplôme d'études supérieures en droit qu'il n'achève pas suite à son expulsion de Paris en 1951.

Les étudiants de l'Istiqlal ont deux champs d'activités en France. Le premier est très proche de celui que Youssoufi a expérimenté avec les ouvriers de Casablanca : organiser les émigrés, les encadrer dans des cellules, les alphabétiser, mais aussi les adapter à la vie française. La deuxième mission est de constituer une antenne d'information : contacter la presse, informer au sujet des événements qui se produisent au Maroc, essayer d'obtenir des « articles favorables au Maroc », mobiliser les « forces démocratiques », faire du plaidoyer pour inscrire la question marocaine sur l'agenda onusien. À Paris, haut lieu des luttes anticoloniales, des connexions s'établissent entre les jeunes élites nationalistes issues du Maroc et d'ailleurs. C'est à cette époque que Youssoufi tisse des liens avec des intellectuels et des hommes politiques français, algériens, égyptiens, etc. qu'il remobilisera à des moments cruciaux de sa carrière militante.

« Notre parti avait compris dès le début le rôle de l'information internationale, le rôle de la solidarité des forces démocratiques qui existent en France. Et ceux qui animaient ça, le contact, c'étaient les étudiants. Et le jour de la fête du trône (...) on invitait le Tout-Paris politique. Nous faisons un exposé, un discours. On organisait cela à l'hôtel d'Orsay, là où il y a ce grand musée. Et 1950-51, c'était l'époque de la grande crise. Mohamed V était venu à Paris. J'avais fait un speech. 'Cet agitateur qui était au Maroc était maintenant en France' [rires]. Et ils ont décidé de m'exclure de Paris, carrément me renvoyer au Maroc. Mais, on a fait intervenir un lobby : Charles-André Julien, Louis Massignon, Claude Bourdet, Jacques Berque<sup>18</sup>... Nous avons un parapluie de personnalités très importantes. J'avais été arrêté au commissariat, je suis resté quelque temps là-bas et à la fin, après négociation, nous sommes arrivés à cette solution que je serai expulsé à Poitiers [rires]. »

Pour poursuivre l'action internationale du parti, il se prépare à se rendre à New York en vue d'ouvrir un bureau du parti auprès des Nations Unies. Ses « amis égyptiens », et plus précisément le secrétaire général de la Ligue arabe, lui promettent de lui accorder un passeport égyptien, mais la révolution éclate en Égypte en 1952 : « Les gens qu'on connaissait étaient tous dépassés. Il ne me restait plus qu'à rentrer au Maroc. »

---

<sup>18</sup> Le 8 juin 1953, en pleine crise marocaine, ces figures comptent parmi les fondateurs de France-Maghreb. Présidée par François Mauriac, cette association comporte des intellectuels, des hommes politiques et des spécialistes reconnus de la région soucieux de produire une information « objective » et de promouvoir des mesures face à l'aggravation de la situation au Maghreb (Julien, 1978, p. 289-290).

### ***De l'action politique à l'organisation de la résistance armée***

De retour à Tanger, son lieu de résidence familiale, Youssoufi s'inscrit au barreau international et commence son stage d'avocat en 1952. La répression a frappé le Mouvement national, les syndicalistes et les communistes. Les dirigeants de l'Istiqlal sont pour la plupart en prison, en résidence surveillée ou en exil, les structures du parti sont dissoutes. Pour sa part, Youssoufi s'investit parallèlement dans deux types d'actions : l'une déjà expérimentée en France, l'autre inédite.

D'une part, il contribue à constituer une commission de coordination et d'information pour poursuivre l'action entamée à Paris. En raison de son statut de zone internationale, Tanger devient une plaque tournante pour la diffusion de l'information vers New York, Paris, Le Caire. Grâce à ses bureaux de poste espagnols, français, anglais et à ses sociétés de communications privées, il est possible d'envoyer et de recevoir librement des télégrammes.

D'autre part, il se lance dans l'organisation de la résistance armée, dont il devient l'un des dirigeants<sup>19</sup>. À la suite de l'assassinat du syndicaliste tunisien Ferhat Hachad, une grève de solidarité est décrétée et un soulèvement se déclenche dans le bidonville des Carrières centrales à Casablanca du 6 au 8 décembre 1952. Après la dislocation des structures partisans et syndicales, suivie par la déposition du sultan du Maroc le 20 août 1953, de petits groupes de « petites gens », des agriculteurs, des ouvriers, des petits commerçants se constituent<sup>20</sup>. Bien que ces actions soient locales et décentralisées, « les matrices [sont] les cellules ouvrières ou populaires de quartier » (Ayache, 1993, p. 168). Certaines sont autonomes, d'autres se regroupent et forment des sections dans les principales villes : La Main noire (*al-yad as-sawda*), créée en 1953, la première à être démantelée ; le Croissant noir (*al-hilal al-aswad*), créé en mars 1954 par des rescapés de l'organisation précédente et des communistes ; l'Organisation secrète (*al-mounadhama as-sirriya*), constituée sur la base de cellules populaires de l'Istiqlal. Face à ces actions, la direction en exil du parti de l'Istiqlal est partagée. Quant à Youssoufi, il commence à ressentir un malaise face aux tergiversations de la direction en exil de l'Istiqlal. À l'instar d'autres militants, il décide de reprendre l'initiative et de s'engager dans la résistance armée :

« Il fallait marquer un point. C'était le Protectorat qui marquait des points, la répression... Mehdi [Ben Barka] était en prison dans le désert depuis 1951. Et alors là, ça commençait à mijoter dans l'esprit de pas mal de militants que la lutte pacifique était inopérante. (...) Peut-être, faut-il envisager l'éventualité de la lutte armée, de ne pas rester à recevoir les coups seulement. Il faut une réaction positive. Alors, c'est ce qui va se révéler comme étant juste lorsque la répression en deux temps a vraiment frappé et mis à mal le Mouvement national (...). Les survivants, ceux qui ont échappé à la répression, sont arrivés normalement à enfourcher l'arme de la résistance, à aller à l'action... à l'utilisation de la violence. Ce qui fait qu'il y a eu mûrissement. La répression française, systématique... (...) le summum [consistait à] toucher même le symbole du pays. Il n'a pas fallu beaucoup de temps [rire]. Ça a éclaté tout de suite. C'était dans les esprits. »

Du fait du conflit franco-espagnol<sup>21</sup>, le nord du Maroc et l'Espagne deviennent les sanctuaires des réfugiés marocains qui fuient la répression menée par les autorités du Protectorat français. La « solidarité » se manifeste notamment à travers la liberté de circulation

---

<sup>19</sup> D'après Waterbury (1970, p. 232), les dirigeants de la Résistance - constituée par les « groupes terroristes urbains » et les commandos de l'Armée de libération - se subdivisent en deux équipes avec des fonctions différentes. Youssoufi est l'un des huit éléments les plus actifs de l'équipe « extérieure », composée par des « intellectuels de la bourgeoisie citadine », qui mobilisent les soutiens extérieurs, collectent les fonds et les armes.

<sup>20</sup> Entre 1953 et 1955, près de 6000 attentats se produisent en zone urbaine, et un « contre-terrorisme » européen s'organise (Julien, 1978, p. 336-337).

<sup>21</sup> Les Français ont déposé le sultan sans se concerter avec les Espagnols, qui ont très mal réagi à cette décision. (Julien, 1978, p. 321).

accordée aux réfugiés. Tanger devient la « voie royale pour la résistance en armes » et le cabinet d'avocat de Youssoufi l'entrepôt des armes en provenance de l'Espagne et de l'Égypte qui transitent à travers Tanger et Ceuta. Bien plus tard, en 1992, Hassan II le présentera à ses fils comme « le leader des socialistes et des opposants marocains et le plus grand trafiquant d'armes de l'époque coloniale » (Attai', 2014, p. 25).

« Il y avait un marché noir en Espagne. (...) [le régime franquiste] ne tolérait pas pareille chose. Mais, grâce à nos amis, nous avons un réseau qui pouvait nous procurer des choses qu'on achetait et qu'on chargeait dans les voitures. Ces procédés qui sont aujourd'hui découverts par tous les contrebandiers de kif, nous les avons déjà [rires]. On bourrait les voitures d'armes, dans les portes, dans des caches et ça rentrait. (...) Il y avait une radio privée, Tanger libre. On utilisait les messages radiophoniques pour dédicacer les disques (...) c'était des messages codés. »

Lorsque l'un des passeurs est pris en flagrant délit à Paris, Youssoufi décide de s'éloigner de Tanger. Un médecin diagnostique la grave détérioration de l'un de ses poumons. La maladie et la nécessité de se soigner lui servent de couverture pour se rendre en Espagne en août 1954. Après une lourde opération, il s'établit dans une villa à San Lorenzo Del Escorial, un lieu de villégiature à une cinquantaine de kilomètres de Madrid, qui devient une importante base politique et logistique pour les nationalistes et les résistants marocains. C'est là que se croisent des résistants de l'intérieur, des exilés établis en Espagne ou ailleurs comme Allal El Fassi et des leaders à l'instar de l'Algérien Ahmed Ben Bella. C'est également dans ce lieu que se fait le travail de coordination entre les armées de libération marocaine et algérienne qui entrent simultanément en action.

« C'était très efficace, puisque l'Algérie a brûlé en flammes le 20 août 1955 en solidarité avec le Maroc, pour célébrer l'anniversaire du limogeage de Mohamed V. Et c'est ce jour-là que la France a pris la mesure de la gravité de la situation maghrébine. (...) D'ailleurs, les Algériens célèbrent toujours la journée du 20 août, ils l'appellent la journée du combattant (*yawm al-mujahid*), le même jour que nous nous célébrons la Révolution du peuple et du roi. »

À l'indépendance, la radicalisation de Youssoufi se poursuit : ses réserves à l'égard du parti de l'Istiqlal s'amplifient et son rapport à la monarchie se transforme.

### **La radicalisation à l'aube de l'indépendance et les années d'exil (1959-1980)**

Le 16 novembre 1955, au moment où le roi Mohamed V rentre d'exil et débarque triomphalement à Rabat, Abderrahmane Youssoufi passe en revue les détachements de l'Armée de libération nationale (ALN) à Tétouan qui se préparent à poursuivre le combat « jusqu'à la fin ». L'activité de l'ALN s'amplifie afin d'exercer une pression sur les négociations de l'indépendance (Waterbury, 1970). En janvier 1956, le commandement algéro-marocain de l'Armée de libération prête serment à Madrid de continuer le combat jusqu'à la libération complète du Maghreb. Pour des « irréductibles » de la Résistance, les accords d'Aix-les-Bains<sup>22</sup> ont été « conclus par les politiques dans le dos des résistants, qui leur arrachent des mains les armes devant les conduire vers une victoire totale » (Bennouna, 2002, p. 28). Le 18 août 1956, lors de leur unique réunion présidée par Youssoufi, les membres du Conseil national de la résistance marocaine, créé en novembre 1955 après le retour du roi Mohammed V, adoptent le même ton :

« Quelques-uns commencent à se demander si notre révolution n'a pas échoué après la déclaration de l'indépendance. Les victoires que nous avons obtenues jusqu'à présent ne sont

---

<sup>22</sup> Le 22 août 1955, le président du conseil Edgar Faure convie les représentants des Français du Maroc, du « vieux makhzen » et de l'élite nationaliste à des pourparlers à Aix-les-Bains. La conclusion de ces accords se traduit notamment par le retour du sultan de l'exil (Julien, 1978, p. 434 et s.).

des victoires que dans la mesure où elles ont pour effet de libérer la souveraineté marocaine dans le domaine de la diplomatie et de la justice »<sup>23</sup>.

Cinquante ans plus tard, Youssoufi porte un regard plus nuancé sur cet épisode, affirmant qu'il n'y avait pas de contradiction entre les « amis du parti » qui négociaient à Aix-les-Bains et qui préconisaient la modération, et le secteur de la Résistance qui manifestait sa fermeté en exigeant notamment le retour du roi.

« Il y avait plutôt un appui de la Résistance. La Résistance a eu un effet bénéfique sur les positions de nos amis négociateurs. Cela leur a permis d'être adossés à quelque chose. (...) Il n'y a pas, comme l'ont laissé entendre des commentateurs ou des journalistes, un conflit. On avait tous les mêmes objectifs. Nos autres camarades qui étaient les politiques, ils avaient raison de penser que la Résistance n'avait pas les grands moyens de réaliser tout ça. Une fois, l'un de mes amis m'a dit que la Résistance n'a pas un Hô Chi Minh, une structure à la vietnamienne. Moi, je lui ai répondu : "vous savez, il se peut qu'ils n'aient pas de Hô Chi Minh, ou de structure à la vietnamienne, mais une chose est sûre, ce sont des gens qui sont disposés à mourir pour l'obtention des résultats qu'ils se sont fixés." (...). C'est cette détermination, cette clarté, cette non-hésitation (...) qui a fait gagner aux Marocains un temps très précieux. »

Entre 1955 et 1959, la configuration flottante des alliés et des adversaires qui a prévalu sous le protectorat se décompose. Au cours de cette phase de fluidité, la rivalité entre la monarchie et des figures du Mouvement national se joue sur plusieurs arènes : ces acteurs s'investissent dans la construction des institutions du Maroc indépendant, négocient les termes de leur coexistence, tout en cherchant à s'affaiblir mutuellement, voire à s'éliminer physiquement. Les règles de la compétition politique sont indéterminées et l'espace de la lutte n'est pas délimité. Les collectifs sont hétérogènes, dynamiques, travaillés par les conflits internes ; quant aux individus, ils sont animés par l'indécision, le tâtonnement, et une grande instabilité dans les positionnements.

Pour sa part, Youssoufi ne réintègre pas les structures du parti de l'Istiqlal à l'Indépendance. Comme d'autres membres de la Résistance, il manifeste des réserves à l'égard de la direction du parti. À travers « de petites indiscretions », il perçoit les divisions du Conseil supérieur du parti entre une « majorité conservatrice » qui conçoit l'indépendance comme « une marocanisation du Protectorat » et une « minorité progressiste », animée par des personnes « efficaces » à l'instar de Mehdi Ben Barka et Abderrahim Bouabid<sup>24</sup> qui préconisent des réformes structurelles profondes. Youssoufi ne s'investit pas dans le processus qui aboutit à la scission de l'Istiqlal en janvier 1959, d'autant plus que son état de santé reste fragile (Waterbury, 1970). Mais, il préside le congrès constitutif de l'Union nationale des forces populaires (UNFP), qui regroupe notamment des intellectuels, les syndicalistes de l'Union marocaine des travailleurs (UMT)<sup>25</sup> et des membres de la Résistance<sup>26</sup>.

D'après Youssoufi, avant la scission, la majorité des dirigeants de l'Istiqlal sont à la fois « contents et mécontents de ce réseau de la Résistance : contents, dans la mesure où ça constituait un renfort qui équilibrait leur position par rapport au palais, et ils en étaient mécontents dans la mesure où ça pouvait les affaiblir eux, intérieurement ». Abderrahim Bouabid, l'un des leaders de l'aile gauche et ministre des Finances, leur apporte un soutien

<sup>23</sup> Extrait d'une brochure en arabe produite par le Conseil national de la résistance marocaine, *La conférence d'août 1956*, p. 8 (cité par Waterbury, 1970, p. 236).

<sup>24</sup> Abderrahim Bouabid (1922-1992), signataire du Manifeste de l'indépendance en 1944, emprisonné entre 1944 et 1946, exilé entre 1952 et 1954, c'est l'un des représentants des nationalistes à Aix-les-Bains en 1955, et l'un des principaux fondateurs de l'UNFP en 1959. En 1975, il devient le premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP).

<sup>25</sup> L'UMT est créée le 20 mars 1955. Elle tire ses bases principalement de l'UGSCM (Ayache, 1993).

<sup>26</sup> Le Dahir du 11 mars 1959 définit les critères d'attribution du titre de résistant (le combat entre le 15 août 1954 et le 7 avril 1956) et crée un Conseil national de la résistance, présidé par le Premier ministre. Il y aurait eu 60 000 « résistants officiels » (Waterbury, 1970).

matériel par l'intermédiaire de Fqih Basri. Quant au Palais, il s'efforce de neutraliser la Résistance soit par la cooptation, soit par des actions armées directes ou indirectes, soit par la « liquidation » ciblée de ses chefs (Waterbury, 1970). Des résistants intègrent les Forces armées royales (FAR), créées en 1956, la police ou l'administration. D'autres refusent de rendre les armes. Depuis décembre 1958, Abdellah Ibrahim (1918-2005), une figure de l'aile gauche, est à la tête du gouvernement ; cela n'empêche le Palais ni de continuer à frapper ce qui reste de la Résistance ni de dissoudre l'Armée de libération en mars 1960<sup>27</sup>.

En décembre 1959, Abderrahmane Youssoufi et Mohamed Fqih Basri<sup>28</sup> sont arrêtés et accusés pour atteinte à la sécurité intérieure de l'État, pour offense au roi et pour troubles de l'ordre public. Ces deux hauts responsables de la Résistance sont, respectivement, rédacteur en chef et directeur d'*At-Tahrir* (La Libération), organe de presse de l'UNFP. D'après Youssoufi, deux raisons ont motivé ces arrestations : le fait qu'ils prennent régulièrement la défense des résistants, et la publication d'un éditorial appelant le gouvernement à être responsable devant le peuple. Continuant à émettre en alternance des messages d'encouragement à la résistance et des appels à la retenue, les dirigeants de l'UNFP sont trop soucieux de faire réussir l'expérience gouvernementale jusqu'aux élections de mai 1960 pour protester vigoureusement contre la répression.

« Il n'y avait pas un accord ou une synchronisation parfaite. Celui qui savait le plus jouer dans cette affaire gagnait [rire]. Et ça s'est terminé quand on a été arrêtés Basri et moi en décembre 1959 à cause du journal, à cause d'un éditorial. L'Armée de libération a été dissoute. (...) Il n'y avait pas de direction homogène au sein de la Résistance (...). La Résistance (...) n'avait pas l'encadrement, le leadership qu'elle devait avoir pour imposer ses points de vue, au moins se défendre mieux qu'elle ne l'a fait. »

Bien que toujours affaibli par ses problèmes pulmonaires, Youssoufi mène une grève de la faim, au cours de laquelle il se fait hospitaliser. Après s'être mobilisés pour l'indépendance du Maroc, ses amis français font campagne pour sa libération qui intervient au bout de deux semaines de détention ; en revanche, Fqih Basri reste emprisonné pendant 5 mois<sup>29</sup>.

Après le renvoi du gouvernement Ibrahim en mai 1960, Youssoufi a travaillé en étroite relation avec Abderrahim Bouabid pour organiser l'appel au boycott du premier référendum constitutionnel de 1962 : l'UNFP préconise la tenue d'une assemblée constituante et considère que le texte soumis au référendum consolide « l'absolutisme » royal plutôt qu'une « monarchie parlementaire ». Dans la foulée, Youssoufi s'implique dans la préparation des élections législatives de mai 1963. Bâtonnier de l'ordre des avocats à Tanger depuis 1959, il se fait élire député dans sa ville natale. Mais, en juillet 1963, il fait partie des milliers de militants de l'UNFP et du PCM arrêtés pour complot, avec pour chefs d'accusation : « intention de renverser la monarchie et d'assassiner le roi, découverte de dépôts d'armes et reconstitution illégale de bandes armées » (cité par Waterbury, 1970). L'effectivité du complot a fait couler beaucoup d'encre, les uns accusant le régime de complot contre l'UNFP, les autres accusant la gauche d'avoir orchestré l'assassinat du roi. Il n'en demeure pas moins que l'« option révolutionnaire » est à l'ordre du jour. Dans son manifeste du 5 mai 1963, l'UNFP se déclare :

---

<sup>27</sup> Les commandos de l'ALN-Sud apportent leur soutien à la révolution algérienne, exercent des pressions sur les postes militaires français dans le sud du Maroc, mènent des offensives dans le Sahara, toujours sous occupation espagnole. En janvier 1958, la France et l'Espagne mènent l'opération Écouvillon, au terme de laquelle ils écrasent le commando de l'ALN-Sud, avec la bénédiction du Palais. En janvier 1959, le prince héritier – futur Hassan II – réprime la révolte du Rif et porte un coup à l'ALN grâce au soutien de pilotes mis à sa disposition par la France.

<sup>28</sup> Fqih Mohamed Basri (1930-2003) est originaire de Demnate, dans le Haut-Atlas. Il fait partie du groupe de nationalistes qui s'est constitué à l'Université Ben Youssef de Marrakech, avant de devenir une grande figure de la résistance urbaine.

<sup>29</sup> Après une accusation pour délit de presse et diffamation, le tribunal régional de Rabat prononce un non-lieu en mai 1960.

« l'adversaire du régime féodal et personnel. L'un de nos objectifs les plus immédiats est d'y mettre fin. C'est la fierté de l'UNFP d'avoir acculé ce régime à se montrer à visage découvert. Il ne s'agit pas de l'améliorer, de l'amender ou de le cautionner, il s'agit de l'abolir. Pas de composition avec ce régime, pas d'union nationale autour de lui » (Cités dans Bennouna, 2002, 57).

Néanmoins, les modalités à mettre en œuvre pour « en finir » avec la monarchie restent très floues, d'autant plus que l'UNFP s'est rapidement transformé en « champ de bataille fratricide entre tendances et courants » (Monjib, 1992, p. 163). Selon Youssoufi, à cette époque « il y avait toujours de la complotite dans l'air [rires] », mais en 1963 il n'y aurait eu que des « intentions de complot ».

« Pour la police, la justice, les autorités, ils s'en tenaient à la définition du complot : "Si vous parlez avec quelqu'un, c'est le complot". (...) L'idée centrale, c'était de se débarrasser de cette opposition pour faire place nette. Après, on trouve les justifications. Et les justifications ne manquent pas. Parce que les gens sont maladroits... Ils ne sont pas prudents. »

La violence de la répression de 1963 surprend Youssoufi. Comparativement à 1959, les agents du régime sont plus « aguerris ». Considéré comme « le ministre des Affaires étrangères de la résistance et des comploteurs », il ne se subit pas les mêmes tourments que les autres. Jour et nuit, il entend ses camarades se faire torturer. Il endure les réveils et les interrogatoires nocturnes à répétition, de même que les traitements « humiliants », comme le fait de devoir nettoyer les toilettes. Il apprend que c'est le général Oufkir qui s'occupe indirectement de lui : « Ils se comportaient avec vous de manière éhontée, de manière cruelle. Et je me disais qu'ils se comportaient de cette manière parce qu'ils étaient sûrs que je n'allais plus les revoir. Je pouvais les identifier ». À nouveau, il fait une grève de la faim. Pendant le procès, il est présenté comme l'un des cerveaux du complot. Mais, en définitive, il n'est condamné qu'à 2 ans avec sursis « pour non information de complot ». Après huit mois de détention, il reprend la direction du parti et organise la motion de censure au parlement.

Parallèlement à ses activités au Maroc, Youssoufi se rend visite régulièrement à ses amis algériens à l'instar du Président Ahmed Ben Bella, dont il a assuré la défense quelques années plus tôt<sup>30</sup>. Pendant sa détention, la guerre des sables éclate aux frontières algéro-marocaines (septembre-novembre 1963) ; des figures de l'UNFP condamnent l'agression du frère voisin, exsangue après des années de lutte pour l'indépendance. En juillet 1964, des militants de l'UNFP fêtent à Alger le premier anniversaire de l'indépendance algérienne : parmi les convives, Youssoufi et Mehdi Ben Barka qui auraient commencé à réorganiser ce qui restait de la Résistance (Bennouna, 2002, 63).

En 1963, Youssoufi ne représente pas le groupe des « comploteurs » *versus* l'aile « politique » de l'UNFP ; il incarne la tension entre les avenues de la participation légale et une voie insurrectionnelle aux contours nébuleux, qui se réclame de « l'option révolutionnaire ». Ce double jeu est au miroir de celui que pratique la monarchie qui réprime ses rivaux potentiels tout en leur lançant régulièrement des invitations à former un gouvernement. Mais, en 1965, les possibilités d'une participation institutionnelle se ferment. Dans le sillage des événements du 23 mars<sup>31</sup>, l'état d'exception est proclamé le 7 juin. Le 29 octobre 1965, Mehdi Ben Barka est enlevé devant la brasserie Lipp à Paris. Pendant de longues années, le « cadavre sans sépulture » du martyr est constitué comme une entrave majeure à toute réconciliation de l'UNFP avec Hassan II.

---

<sup>30</sup> Youssoufi est l'un des avocats des dirigeants algériens du FLN enlevés lors d'un détournement d'avion par les services français en 1956.

<sup>31</sup> Ces événements qui se sont produits entre le 21 et le 25 mars 1965, notamment à Casablanca, ont été réprimés dans le sang.

Après l'enlèvement de Ben Barka, Youssoufi se rend en France « avec une petite valise » pour organiser le procès et se porter témoin de la partie civile. Au cours de l'entretien qu'il m'accorde, il ne souhaite pas s'attarder sur ses années d'exil. Il évoque uniquement ses études de science politique<sup>32</sup>, le colloque sur la guerre du Rif qu'il a co-organisé<sup>33</sup>, ses actions de plaidoyer et ses engagements associatifs à SOS Torture, dans l'Organisation arabe des droits de l'Homme, dans l'Union des avocats arabes dont il devient le secrétaire général adjoint de 1969 à 1990. Il rappelle son implication dans la défense des « causes arabes », le fait qu'il a été l'un des avocats du commando du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habbache, responsable de détournements d'avions au début des années 1970. Dans les récits officiels, l'on rappelle aussi qu'il représente le parti à l'échelle internationale.

De quoi vivait-il ? Selon le journaliste Hamid Barrada, ancien exilé qui a quitté l'UNFP en 1967, « on avait l'argent qu'on voulait, ce qui posait problème c'était de refuser (...). Il y a toujours un trésor dans les partis politiques, alimenté par les régimes arabes »<sup>34</sup>. Mais, Youssoufi a conservé un mode de vie ascétique. En 1968, il épouse Hélène Kessissoglou, la fille d'un couturier grec, qu'il a connue à Casablanca en 1947, et qui quitte le Maroc avec sa famille pour Cannes en 1965. Selon son témoignage, leurs fiançailles se sont éternisées du fait des arrestations qu'il a subies en 1959 et en 1963, puis de sa forte implication dans l'affaire Ben Barka. À Cannes, son épouse possède une boutique et un appartement deux pièces où le couple séjourne régulièrement, y compris après les années d'exil.

Reste à savoir quel est le rôle joué par Youssoufi entre 1965 et 1973, période au cours de laquelle l'option « révolutionnaire » ou « insurrectionnelle » est plus que jamais privilégiée par une grande partie des dirigeants de l'UNFP-Rabat<sup>35</sup>. Bras armé de l'UNFP, le Tanzim (l'organisation) est une organisation révolutionnaire (1963-1973) fortement imprégnée par l'air du temps et, notamment, par la guérilla palestinienne, le baasisme en Syrie, et le Front de libération national algérien<sup>36</sup>. Elle est impulsée par d'anciens résistants de l'Armée de libération-sud, qui souhaitent constituer une avant-garde révolutionnaire. Parmi eux, le Fqih Mohamed Basri, joue un rôle central, notamment à partir de 1966. Il mobilise les soutiens financiers et logistiques des régimes considérés alors comme progressistes ; certains comme la Syrie, l'Algérie et la Libye abritent même des camps d'entraînement des membres du Tanzim.

Sans prendre une part active dans la coordination militaire, Youssoufi est le principal dirigeant du parti à l'étranger. Il rencontre régulièrement les membres du Tanzim en Syrie, en Algérie ou en France. Interpellé sur des questions d'armement, il aurait répliqué : « peu m'importe le couscous, seuls m'intéressent les légumes qui couronnent le plat » (Bennouna, 2002, 198). Au début des années 1970, Abderrahim Bouabid comme Youssoufi sont plus que jamais persuadés que seule la voie insurrectionnelle peut apporter le changement.

« Des militants (...) étaient convaincus que l'action des partisans à partir des locaux était inefficace, que le pouvoir ne permettait pas d'activité ordinaire. [Bouabid] comptait sur l'affaiblissement du pouvoir grâce à ses contradictions internes, sur les putschs, sur l'aile militaire du parti. Il disait que la révolution viendrait d'Algérie et de Tripoli, *hna hi tanqdiw* [ici, on fait

---

<sup>32</sup> Obtention du Diplôme d'études supérieures en science politique à Nice en 1971 (mémoire sur « La résistance marocaine à la pénétration étrangère (1904-1934) »).

<sup>33</sup> Organisation et contribution à un colloque : « Les institutions de la République du Rif », dans *Abd El-Krim et la République du Rif*, Actes du colloque international d'études historiques et sociologiques ; 18-20 janvier 1973 — François Maspéro, Paris, 1976.

<sup>34</sup> Entretien accordé à l'auteur par Hamid Barrada, le 6 janvier 2015, dans son domicile à Casablanca.

<sup>35</sup> Dès 1965, les tensions s'exacerbent au sein de l'UNFP, conduisant peu à peu à une scission entre l'UNFP-Casablanca, menée par l'UMT, et l'UNFP-Rabat qui se réunit en tant qu'UNFP-commission administrative, le 30 juillet 1972, prélude de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), officiellement constituée en 1975.

<sup>36</sup> Voir le récit très bien documenté de ces tentatives insurrectionnelles dans Bennouna (2002).



aller]. Et ceux d'Alger et de Tripoli disaient la même chose (...), on va être accueilli par les masses. Ils ont tous vécu sur l'illusion... Or il n'y avait de parti ni à Alger ni au Maroc. »<sup>37</sup>

Parmi les opérations initiées par le Tanzim, les plus saillantes ont lieu en 1969 et en 1973. Après une tentative d'infiltration de membres du Tanzim entraînés en Syrie, rapidement éventée, une vague d'arrestations se produit en 1969 et en 1970 (Bennouna, 2002). Inculpé par contumace, Youssoufi orchestre une campagne de solidarité à partir de Paris. Il réactive les réseaux constitués à la fin du Protectorat et mobilise les associations internationales du barreau. Dans le Comité international pour la défense des inculpés de Marrakech, créé à la veille de l'ouverture du procès de Marrakech, se retrouvent ainsi des orientalistes et des hommes politiques de l'association France Maghreb ainsi que des personnalités françaises de gauche<sup>38</sup>. Youssoufi fait partie de la quarantaine d'inculpés dont le procureur réclame la tête, sans que la peine soit prononcée, son dossier étant disjoint pour complément d'information. La tentative de coup d'État militaire de Skhirat<sup>39</sup> finit par reléguer en arrière-plan le « complot » de 1969.

Tout au long de cette période, les options « insurrectionnelles » ne font pas l'unanimité au sein de l'UNFP. Bien davantage, depuis sa création, le parti est profondément « désorganisé » ; ces initiatives ne font l'objet ni d'une coordination centralisée, ni même d'une discussion avec les cadres du parti, à tel point qu'il serait hâtif de parler en termes de « bicéphalité » du parti. Au sein même du Tanzim, le « blanquisme » de Fqih Basri suscite des tensions et des défections, à partir de 1966, parmi ceux-là mêmes qui aspirent à la construction d'une avant-garde révolutionnaire : c'est entre autres le cas de Mohamed Ben Saïd Aït Idder<sup>40</sup> qui réclame en vain une « évaluation » des échecs précédents à Bouabid et à Youssoufi ; mais, d'après lui, les deux dirigeants persistent à soutenir le Fqih, du moins jusqu'en 1973<sup>41</sup>. Sur un autre plan, nombreux sont les militants et les cadres de l'UNFP, arrêtés et torturés en 1973, qui n'ont aucune connaissance de l'existence du Tanzim. Et lorsque Hassan II invite l'UNFP-Rabat à former un gouvernement suite au coup d'État de 1971, Abderrahim Bouabid lui propose une liste de jeunes cadres du parti ; il aurait davantage misé sur l'insurrection qui se préparait de l'autre côté de la frontière ou sur le deuxième coup d'État militaire.

À la veille du coup d'État du 16 août 1972<sup>42</sup>, Oufkir établit des contacts avec les dirigeants de l'opposition à l'intérieur et à l'extérieur du Maroc. Dans une lettre adressée à Bouabid et à Youssoufi, Fqih Basri « rappelle » qu'il a discuté avec des officiers militaires « au nom du parti » et non en son nom propre<sup>43</sup>. Il évoque par ailleurs une réunion, tenue fin 1971 ou début 1972, pendant laquelle Bouabid aurait annoncé à Youssoufi, à Fqih Basri et à Mehdi

---

<sup>37</sup> Entretien accordé à l'auteure par un avocat, membre de l'USFP, le 12 août 2008, dans son cabinet à Casablanca.

<sup>38</sup> Parmi les orientalistes qui se mobilisent figurent Jacques Berque, Charles-André Julien, Vincent Monteil, Jean Lacouture et Maxime Rodinson. Outre Robert Buron, ancien ministre français, le comité réunit Pierre Cot, Pierre Joxe, François Mitterrand, Alain Savary et Michel Rocard (Bennouna, 2002, p. 151).

<sup>39</sup> Elle se produit le 10 juillet 1971 pendant la fête d'anniversaire de Hassan II au Palais royal de Skhirat, sous l'instigation principale du général Mohamed Medbouh, chef de la Maison royale, et de son gendre le lieutenant-colonel M'hamed Ababou qui mobilise les cadets de l'école militaire des sous-officiers d'Ahermoumou.

<sup>40</sup> Né en 1925 dans la région Chtouka Aït Baha, il se politise au sein de l'Université Ibn Youssef à Marrakech. Chef historique de l'Armée de libération nationale-Sud, il participe à la scission de l'Istiqlal en 1959. Il est détenu en 1960, puis condamné à mort par contumace en 1963. D'abord exilé en Algérie, il rompt avec le Fqih Basri et s'installe en France. Au début des années 1970, il se joint au Mouvement du 23 mars. Amnistié en 1981, il cofonde en 1983 l'Organisation pour l'action démocratique et populaire (OADP), matrice du Parti socialiste unifié (PSU). Il est député de 1984 à 2007.

<sup>41</sup> Selon l'entretien accordé à l'auteure par Bensaïd en janvier 2006 ; un témoignage conforté par le journaliste Hamid Barrada (« La fin d'une époque », *La Vieéco*, 31 octobre 2003).

<sup>42</sup> Les principaux instigateurs de l'attentat du Boeing sont le général Oufkir, ministre de la Défense, chef d'état-major général des forces armées royales, et le colonel Amokrane, commandant de la base aérienne de Kénitra.

<sup>43</sup> Publiée par *Le Journal* en 2000, la traduction en français est disponible sur le site de Maroc-Réalités : <https://www.maroc-realites.com/fr/archive/mouvement-ittihadi/tanzim--fraction-armee-de-1%27unfp/mohamed-basri-dit-le-fqih>.

Alaoui<sup>44</sup>, qu'il s'était mis d'accord avec le Général Oufkir pour que l'UNFP participe à la constitution d'un gouvernement après la chute du régime.

Pendant les événements du 3 mars 1973, des membres du Tanzim sont infiltrés à partir de l'Algérie et les instigateurs de la guérilla sont réprimés avant même d'organiser des foyers révolutionnaires à Moulay Bouazza (Moyen Atlas) et à Goulmina (Haut Atlas). Une importante vague de répression frappe alors l'UNFP et près de 300 personnes sont arrêtées. Le 3 avril, l'UNFP-Rabat est suspendue par décret et ses locaux scellés. Durant l'été 1973, 157 inculpés des événements de mars sont présentés devant le tribunal permanent des Forces armées royales. Peines de mort, détentions perpétuelles, peines de réclusion et sursis sont prononcés.

Ces événements donnent un coup d'arrêt aux options insurrectionnelles. Au moment où les communiqués de l'UNFP dénoncent la répression et proclament le caractère « légal » du parti, Youssoufi aurait donné son aval au « communiqué de Meknès » revendiquant la tentative insurrectionnelle au nom d'un groupe fictif, le Front national de libération (Bennouna, 2002, 301). Lors d'une réunion à Alger le 2 août 1973, Youssoufi aurait cherché à sauver ce qui reste d'un parti foudroyé par la répression et menacé dans son existence même. Après le constat d'échec de l'option « révolutionnaire », Youssoufi aurait obtenu de Fqih Basri de « prendre ses responsabilités » et de dissocier l'entité militaire du parti. Lors du congrès extraordinaire de 1975, l'UNFP-Rabat devient officiellement l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et adopte l'option stratégique de « la démocratie politique » qui privilégie la lutte dans le cadre des institutions. Ce tournant est promulgué par le haut sans faire l'objet de discussions approfondies pendant le congrès.

### **Les aléas de la réconciliation avec la monarchie d'un homme sans troupes (1992-2003)**

En août 1974, l'Espagne annonce sa volonté de se retirer du Sahara occidental et d'organiser un référendum d'autodétermination. Érigée en priorité nationale, cette question favorise la recherche de compromis entre Hassan II et une partie de l'opposition, alors même que la monarchie s'est imposée en tant qu'institution centrale (Leveau, 1985). Des irréductibles ont été supprimés, d'autres exilés, ou détenus pour une longue durée ; ce faisant, la répression a contribué à façonner les contours de la sphère politique officielle renaissante. Du point de vue de la monarchie, « la relance du processus démocratique » consiste à organiser une mobilisation par le haut dans un cadre « consensuel », à imposer la reconnaissance de son hégémonie, et à discipliniser les acteurs du jeu politique. Quant aux opposants agréés dans le jeu politique officiel, ils ont fait le deuil d'une conquête du pouvoir à travers la voie révolutionnaire, insurrectionnelle, voire putschiste. À leurs yeux, la reconnaissance légale et la participation aux institutions doivent permettre de desserrer l'étau de la répression, de bénéficier de tribunes, d'avoir accès à un ensemble de ressources matérielles et symboliques. En outre, ils ne désespèrent pas de transformer le régime politique de l'intérieur et d'accroître leur marge de manœuvre, quitte à renégocier leur position dans la sphère politique instituée en exerçant des pressions dans l'arène protestataire.

Pendant l'été 1980, Hassan II amnistie une centaine de détenus et gracie 24 exilés, dont Youssoufi. De retour au Maroc, celui-ci continue à s'investir dans ses activités associatives internationales. À la mort de Abderrahim Bouabid en 1992, il devient premier secrétaire de l'USFP. L'aura de l'exil, la figure d'ancien compagnon de Mehdi Ben Barka, la stature internationale, l'image de « vieux sage » et de « force tranquille », l'extériorité par rapport aux jeux d'appareil contribuent à l'ériger au-dessus de la mêlée.

---

<sup>44</sup> Mehdi Alaoui est l'un des responsables de l'UNFP à Paris pendant les années 1960 et 1970. Cet ancien condamné à mort et exilé devient ambassadeur, puis conseiller de Youssoufi lorsque celui-ci devient Premier ministre.

Dès 1992, Youssoufi poursuit le dessein de son prédécesseur : trouver un compromis « historique » avec la monarchie<sup>45</sup>. En effet, Hassan II avait lancé des pourparlers avec les partis de l'opposition parlementaire, dans un contexte particulier. Depuis la chute du mur de Berlin, les pressions internationales se sont d'autant plus exercées sur « Notre ami le Roi »<sup>46</sup>, que les promesses de démocratisation se profilaient chez les voisins tunisiens (1987) et algériens (1988). À l'échelle nationale, les événements du 14 décembre 1990, puis les manifestations contre la guerre du Golfe (1991) ont marqué un moment intense de défi au roi. De plus, à partir de 1992, Hassan II se sentait gravement malade.

À l'issue des législatives de 1993, Hassan II invite la Koutla<sup>47</sup> à former un gouvernement. Celle-ci refuse de s'associer au pouvoir en l'absence d'une majorité parlementaire et de siéger dans un gouvernement comportant des « ministères de souveraineté », notamment l'Intérieur. Quant à Youssoufi, il s'exile volontairement à Cannes pour protester contre le truquage des élections, mais aussi pour manifester son mécontentement à l'égard de la Koutla et de membres de l'USFP :

« Ce jour-là, je faisais la permanence. Le soir [Youssoufi] est rentré, il m'a trouvé devant le téléphone. Trois choses l'ont énervé : premièrement, l'intervention abusive de l'Intérieur ; deuxièmement, à Fès, les gens de l'Istiqlal ont trahi la solidarité vis-à-vis de l'USFP ; et à Casa les gens de l'USFP se sont disputés entre eux et ont perdu le siège... La restriction du corps électoral a attisé les tensions. Pour se révolter contre la classe politique dans son ensemble, il a démissionné, il est parti à Cannes. »<sup>48</sup>

Parmi les facteurs qui incitent Youssoufi à rentrer de son exil volontaire à Cannes, le souhait d'organiser un bel accueil à Fqih Basri, dont le retour d'exil en juin 1995 est en négociation depuis une dizaine d'années. D'après le témoignage de Fathallah Oualalou, cette question suscite une « contradiction dramatique » au sein du bureau politique « entre ceux qui voulaient l'accueillir comme un héros » et « ceux qui disaient qu'il devait faire son autocritique ». Youssoufi tenait à l'accueillir « avec du respect ». (...) « Il tenait à Fqih Basri, parce que c'était un ami à lui, même s'il n'était pas d'accord avec lui politiquement. (...) On respecte le passé, même si on n'est pas d'accord (...). Fqih Basri, c'est le passé et tout ce que cela représente »<sup>49</sup>.

En octobre 1995, la maladie de Hassan II devient publique. Constituer un gouvernement sous l'égide de Youssoufi est un impératif aux yeux du monarque. L'enjeu est d'assurer le bon déroulement de la succession dynastique. Quelques gestes de bonne volonté sont consentis. Pour la première fois, la Koutla, désormais constituée par l'USFP, l'Istiqlal et le PPS, appelle à voter en faveur de la constitution. Elle avalise officiellement l'article 19, qui consacre la

---

<sup>45</sup> Après le gouvernement Abdallah Ibrahim (1958-1960), Hassan II a contacté l'opposition pour former un gouvernement en 1965, après les événements du 23 mars et avant l'enlèvement de Ben Barka, au début des années 1970, après le premier coup d'État militaire.

<sup>46</sup> Titre de l'essai publié par Gilles Perrault chez Gallimard en 1990.

<sup>47</sup> Le 17 mai 1992, la charte constitutive de la Koutla démocratique (*al-kutla ad-dimuqratiyya*) est signée par cinq partis : l'UNFP, l'USFP, l'Istiqlal, le Parti du progrès et du socialisme (PPS) et l'OADP. L'UNFP quitte rapidement la coalition, suivi par l'OADP qui boycotte le référendum constitutionnel de 1996 et refuse la participation au gouvernement d'alternance en 1998. Cette appellation fait écho à la coalition éphémère formée par l'Istiqlal et l'UNFP, dans le cadre de la Koutla nationale (*al-kutla al-wataniyya*), en juillet 1970.

<sup>48</sup> Entretien accordé à l'auteure par Fathallah Oualalou, à Casablanca, le 24 juillet 2008. Né en 1942 à Rabat, ce professeur d'économie a participé à la fondation de l'USFP. Il est député à la chambre des représentants de 1977 à 2002, ministre de l'Économie et des Finances, puis des Finances et de la privatisation entre 1998 et 2007, et maire de Rabat entre 2009 et 2015.

<sup>49</sup> Les deux hommes s'éloigneront après la publication en décembre 2000 de la lettre adressée par Fqih Basri à Bouabid et à Youssoufi au début des années 1970, et qui évoque les contacts avec les putschistes. Youssoufi est alors Premier ministre. Le 8 décembre 2003, *Le Journal, Demain, As-Sahifa* sont frappés d'une mesure d'interdiction, fondée sur l'article 77 du code de la presse, article longtemps combattu par l'USFP, lorsque celui-ci était à la tête de l'opposition parlementaire (El Kadoussi, 2018). L'ancien censuré serait devenu censeur.

prééminence du roi, commandeur des croyants. En contrepartie, Hassan II s'engage à garantir la transparence des législatives de 1997, et une charte d'honneur est signée, le 28 février 1997, par les partis politiques et les pouvoirs publics.

En 1998, Youssoufi accepte de diriger le gouvernement d'alternance, « consensuelle » pour les uns, « octroyée » pour les autres (El Mossadeq, 2001). Et pourtant, la victoire de la Koutla est étriquée, le scrutin de 1997 entaché de fraudes électorales, le Palais a imposé ses hommes dans les ministères de souveraineté, et Youssoufi est contraint d'intégrer dans la coalition gouvernementale des partis considérés jusqu'ici comme administratifs. Dans un long discours qu'il donne en février 2003, Youssoufi produit sa lecture d'une histoire à la fois immédiate et ancienne.

« L'alternance consensuelle construite à partir du Parlement de 1997 n'a pas été imposée par des élections unanimement contestées par les partis politiques, comme elle n'a pas été le résultat d'alliances librement contractées par les partis. Elle a été le résultat d'un accord entre le Roi Hassan II, qui détenait tous les pouvoirs, et l'opposition historique au Maroc (l'USFP) qui représente historiquement la partie la plus grande et la plus importante des forces qui ont lutté pour l'indépendance, pour le retour du Roi patriote Mohammed V sur son Trône. [...]. (...) Nous nous trouvons devant deux options exclusivement : l'une dictée par l'intérêt national et l'autre privilégiait des considérations politiques partisans.»<sup>50</sup>

« Sauver le pays de la crise cardiaque » et privilégier « l'intérêt national » deviennent les leitmotivs des dirigeants de l'USFP, soucieux de justifier le passage du parti au gouvernement après 40 ans d'opposition. Pour Youssoufi, il ne faut pas rater « le rendez-vous » avec l'histoire, il s'agirait même de « corriger » un raté de l'histoire : le Mouvement national marocain ayant été l'un des seuls de la région à ne pas avoir pris les rênes du pouvoir après l'indépendance. Dès lors, restaurer des relations de confiance avec le Palais passe par des signaux forts, puisant dans le répertoire nationaliste de la « Révolution du roi et du peuple » : clamer haut et fort son adhésion à la monarchie en votant en faveur de la constitution en 1996 et, à l'abri des regards, prêter un serment solennel pour consacrer un pacte entre deux hommes, l'un qui se sait mourant, l'autre âgé de 74 ans, érigé en « régent de transition » après avoir combattu la monarchie pendant une partie de sa vie. Les détracteurs de Youssoufi ne cesseront de le fustiger pour avoir engagé l'avenir de la gauche marocaine en « jurant sur le Coran ».

Outre la dimension symbolique que revêt la réconciliation de la monarchie et du Mouvement national, il importe de rappeler d'autres facteurs. À cette époque, les grilles de lecture transitologiques ont le vent en poupe au sein de la gauche (Vairel, 2007). Aux yeux de Youssoufi, la réussite de la transition démocratique est tributaire d'une alliance entre les « colombes », supposée faire contrepoids aux « faucons ». Bien davantage, Hassan II n'est pas le seul à se soucier de ce qu'il adviendra de son régime à sa disparition. Pour Youssoufi et pour bien d'autres, la mort du roi risque de plonger le pays dans l'instabilité et il est donc nécessaire d'être aux commandes à ce moment-là afin d'éviter les dérives qui peuplent leur imaginaire : retour en force de l'armée, prise en main du pays par le ministre de l'Intérieur Driss Basri, triomphe de l'« extrémisme » islamiste, etc.

À l'étranger, les incitations sont nombreuses, celles des bailleurs de fonds comme le FMI qui misent sur l'arrivée des socialistes au gouvernement pour assainir la situation économique du pays, mais aussi celles des amis socialistes qui sont au gouvernement ici et là en Europe. En décembre 1997, le Premier ministre Lionel Jospin est en visite officielle au Maroc. Au cours d'une audience, Hassan II lui aurait confié en aparté : « Je vous demande de faire comprendre à vos amis ma totale bonne foi dans l'offre que je leur fais. » Aux membres du bureau politique qui lui font part de leurs doutes, Jospin aurait répondu : « Si vous attendez que la situation soit

---

<sup>50</sup> Discours prononcé à Bruxelles le 26 février 2003, à l'occasion de la cérémonie organisée en son hommage par le ministère des affaires étrangères belge. Texte consultable sur : <http://usfp-grandcasa.net/fr/index.php/l-usfp/item/31-discours-de-si-abderrahmane-al-youssoufi-a-bruxelles-en-2003>

parfaite, vous n'irez jamais au pouvoir. Le Palais vous fait cette offre parce qu'il a besoin de vous »<sup>51</sup>.

En outre, des considérations organisationnelles pèsent en faveur de « l'alternance octroyée ». Le parti est très divisé et les relations au sein de la Koutla sont marquées par la méfiance et la rivalité. À défaut de solides capitaux collectifs partisans, Youssoufi n'est pas en position d'arracher à Hassan II plus que celui-ci ne lui a accordé (Bennani-Chraïbi, 2017). Par conséquent, il joue la carte du « pacte » et du rétablissement de la « confiance » entre deux individus. C'est avec Mohamed VI qu'il espère passer de « l'alternance consensuelle » à « l'alternance démocratique ». Ses proches escomptent aussi qu'une stature de Premier ministre permettra au premier secrétaire de l'USFP de reprendre le parti en main.

Après les législatives de 2002, l'USFP est le premier parti en nombre de sièges, bien qu'il ait perdu des voix depuis 1997. Youssoufi défend son bilan sur le plan économique, social et surtout politique. Il considère avoir relevé le défi d'organiser les premières élections « honnêtes » du pays. Alors même qu'il est persuadé d'être reconduit à la tête du gouvernement, le roi Mohamed VI nomme un Premier ministre « indépendant » : la tâche lui est facilitée par l'âpre concurrence à laquelle se livrent les deux grands partis de la Koutla, l'USFP et l'Istiqlal.

Le 26 octobre 2003, Youssoufi annonce au bureau politique sa démission du poste de premier secrétaire et de l'USFP. Pour la dernière fois de sa vie, il fait « grève tout seul ». Son retrait de la vie politique a fait l'objet de plusieurs lectures. Comme en 1993, il s'agirait d'un acte de protestation contre le Palais et contre les siens. Dans le discours qu'il prononce en février 2003 à Bruxelles, Youssoufi livre son analyse de l'expérience de l'alternance et souligne l'« importance particulière » des élections du 27 septembre 2002, qui devaient constituer « vrai tournant vers la démocratie effective ». Bien qu'il ait constaté l'échec de la stratégie menée, le bureau politique de l'USFP accepte la participation au gouvernement de 2002. D'après Youssoufi, il fallait faire un choix difficile entre une participation qui « cautionner[ait] la méthode non démocratique » et une non-participation qui « condamner[ait] toute l'expérience à l'échec ». À nouveau, l'intérêt national aurait primé sur l'intérêt partisan. Sur un autre plan, la crise interne ne cesse de s'exacerber au sein de l'USFP. Pendant son mandat de Premier ministre, Youssoufi subit les attaques de ses adversaires comme de ses propres amis au sein du parti. Après les résultats décevants du parti aux communales 2003, la crise est à son comble, les attaques sont publiques, les décisions prises par les instances partisans ne sont pas respectées, le premier secrétaire a de plus en plus de mal à réunir le bureau politique.

## Conclusion

À première vue, devenir Premier ministre de Hassan II après avoir été considéré, quelques décennies plutôt, comme « le ministre des Affaires étrangères de la résistance et des comploteurs » contre la monarchie constitue un revirement spectaculaire dans une carrière politique. Mais, comme j'ai essayé de le montrer, ce retournement de situation s'inscrit dans un processus à la fois lent et discontinu, comportant des bifurcations, des moments de fluidité et d'incertitude. Il laisse entrevoir les articulations entre un destin individuel, celui de Youssoufi, un parcours collectif, celui d'une partie de la gauche marocaine, et l'histoire du Maroc du XXe siècle, qui se dessine au croisement de « dynamiques du dedans » et du « dehors » (Balandier, 1971).

À l'échelle de la gauche incarnée par Youssoufi, les choix privilégiés semblent irréductibles à des catégories morales (« corrompus » *versus* « incorruptibles »). Ils sont en tout cas indissociables de la variation des ressources dont les acteurs disposent, des perceptions qu'ils ont de leur environnement et des dynamiques en œuvre, de leurs appréciations des cartes

---

<sup>51</sup> Entretien accordé à I. Dalle par Alain Chenal, alors responsable des relations du PS avec le monde arabe (Dalle, 2011).

qu'ils peuvent jouer, etc. Selon les dires mêmes de Youssoufi, l'UNFP et l'USFP étaient des « partis de sympathisants » ; s'ils ont bénéficié d'un « capital répression », ils ne sont jamais parvenus à accumuler les capitaux organisationnels des partis de masse. Après avoir fait le deuil de la révolution, du maquis, et même du putsch, leurs dirigeants ont privilégié la seule option qu'ils percevaient : la participation institutionnelle. Certes, dans une lecture rétrodictive, il est facile d'observer une asymétrie croissante entre leurs capacités organisationnelles et les ressources coercitives accumulées par la monarchie. Pour autant, cette histoire n'était pas écrite à l'avance. Le parcours de Youssoufi en témoigne.

La carrière militante de ce personnage trahit des ruptures, mais également des continuités au niveau des capitaux accumulés, des dispositions réactivées et des stratégies privilégiées. Tout au long son parcours, Youssoufi incarne une figure de l'extériorité. Lorsqu'il est exclu du collège et de l'internat suite à sa première manifestation, le retour dans le giron familial lui semble difficilement envisageable, et le seul recours qu'il entrevoit est le parti. Ni fils de notable, ni héritier, ses ressources matérielles, amicales, symboliques proviennent de son engagement total au sein du Mouvement national. Par anticipation, il se choisit une voie professionnelle en convergence avec sa carrière militante et, au final, il n'a pas vécu de sa profession d'avocat qu'il a principalement exercée dans le cadre de procès politiques nationaux et internationaux et qu'il a mobilisée dans les associations internationales du barreau. Après 15 ans d'exil, il rentre avec son épouse grecque avec laquelle il n'a pas eu d'enfant. Il n'a pour capital propre que les réseaux amicaux noués pendant la résistance, les années de répression et d'exil, son aura international, sa figure d'« ancien compagnon de Ben Barka », sa réputation d'homme « intègre » et de « force tranquille ». À la mort de Bouabid, cette position d'extériorité contribue à le faire apparaître comme « un homme de consensus » dans un parti déjà divisé. Bien davantage, ce sont les capitaux qui lui font défaut qui l'érigent au-dessus de la mêlée : il n'a aucune prise sur l'appareil partisan, il n'a de fief ni familial, ni tribal, ni régional. Autrement dit, il n'est pas perçu comme une menace par les autres dirigeants en concurrence. Mais, en définitive, les « atouts » qui lui ont permis de devenir premier secrétaire de l'USFP ne tardent pas à se transformer en handicaps ; il s'efforcera vainement de regrouper les composantes en luttes que ce soit au sein de son parti ou de la Koutla. À cette époque, il dispose de deux armes principales. D'une part, sa disposition à privilégier l'escapisme à chaque fois qu'il se sent confronté à une situation menaçante ou sans issue ; même lorsqu'il n'est pas exposé à la répression, il tend à protester et à « faire grève tout seul » en s'exilant ou en menaçant de s'exiler à Cannes. D'autre part, il a acquis un atout de taille à la fin de sa carrière politique : la « confiance » de Hassan II.

De ses « réflexes de clandestin », Youssoufi a également conservé une disposition au silence, aux pactes secrets, aux prises de décision solitaires, réactivée lorsque Hassan II lui propose de prendre la tête du gouvernement d'alternance. Avec du recul, il se perçoit comme un rescapé : il survit à une maladie grave qui le met ponctuellement à l'abri de la répression et des assassinats politiques, il survit aux années de plomb, il survit à ses plus proches amis et à Hassan II. Sa prédilection pour le silence combinée à sa « loyauté » se trahit dans le rapport même qu'il entretient avec le passé : ni justifié ni répudié, celui-ci est fidèlement occulté. Le passage de l'option révolutionnaire à l'option démocratique ne doit faire l'objet ni d'une « évaluation », ni d'une « auto-critique », ni d'une désignation des responsables. Le changement de stratégie ne nécessite pas de rompre avec les « amis » qui n'ont pas connu la même mutation : le fqih Basri de retour d'exil est accueilli avec grande pompe. Quant aux compagnons de l'exil qui ont participé de près ou de loin aux actions du Tanzim, ils sont placés dans le gouvernement ou dans des ambassades à l'heure de l'alternance.

Loué par Hassan II<sup>52</sup>, le « pragmatisme » de Youssoufi ne remonte pas aux pourparlers qui ont conduit à l’alternance. Tout au long de son parcours, la fin semble justifier les moyens. Comme d’autres figures politiques marocaines, Youssoufi ne privilégie pas tantôt une option réformiste et des modes d’action légaux, tantôt une option « radicale » et des stratégies clandestines et insurrectionnelles. Au cours de la lutte pour l’indépendance, il recourt de manière concomitante à tous les registres d’action disponibles : légaux et clandestins, informels et institués, dans la sphère associative, syndicale et partisane. Lorsqu’il s’engage dans la résistance contre le Protectorat, il ne renonce pas aux voies institutionnelles disponibles à l’échelle internationale. « Comploter » contre la monarchie n’exclut pas de rédiger des éditoriaux préconisant « un gouvernement responsable », de se présenter aux élections ou d’organiser une motion de censure au sein du parlement. Miser sur la voie insurrectionnelle s’accommode tout aussi bien de l’investissement dans les organisations régionales et internationales de plaidoyer. Opter pour l’alternance « consensuelle » ne signifie pas répudier le passé et les amis du passé.

## References

- Anderson, Lisa. 2000. « Dynasts and Nationalists: Why Monarchies Survive? » In *Middle East Monarchies. The Challenge of Modernity*, édité par Joseph Kostiner, 53-69. Boulder: Lynne Rienner.
- Ashford, Douglas. 1973. “Second- and Third Generation Elites in the Maghrib”. In *Men, State and Society in the Contemporary Maghrib*, édité par William Zartman, 93-158. New York: Praeger.
- Attai, Mohamed. 2014. *Abdurrahman al-Youssoufi wa at-tanawub ad-dimuqrati « al-mujhid »*. Casablanca : Imprimerie Négoce.
- Ayache, Albert. 1990. *Le mouvement syndical au Maroc, tome 2 : La marocanisation, 1943-1948*. Casablanca : Wallada.
- Ayache, Albert. 1993. *Le mouvement syndical au Maroc, tome 3 : Vers l’indépendance 1949-1956*. Paris : L’Harmattan.
- Balandier, Georges. 1971. *Sens et puissance : les dynamiques sociales*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Becker, Howard. 1960. « Notes on the Concept of Commitment ». *The American Journal of Sociology* 66 (1): 32–40.
- Becker, Howard. 1985, *Outsiders. Étude de sociologie de la déviance*. Paris : Métailié.
- Bennani-Chraïbi, Mounia. 2008. « “Hommes d’affaires” versus “profs de fac”. La notabilisation parlementaire d’un parti de militants au Maroc ». *Revue internationale de politique comparée* 15(2) : 205-219.
- Bennani-Chraïbi, Mounia. 2013. « L’espace partisan marocain : un microcosme polarisé ? ». *Revue Française de Science Politique*, 63 (6): 1163–1192.
- Bennani-Chraïbi, Mounia. 2019. *La scène partisane marocaine. De la lutte pour l’alternative à la lutte pour les mandats*. Habilitation (HDR) Dissertation, Paris: École normale supérieure - PSL Université Paris.
- Bennouna, Mehdi. 2002. *Héros sans gloire. Echech d’une révolution 1963-1973*. Casablanca : Tarik Editions.
- Benseddik, Fouad. 2000. *Syndicalisme et politique au Maroc. 1930-1956*. Paris : L’Harmattan.

---

<sup>52</sup> Lors de l’annonce de la constitution du gouvernement d’alternance, Hassan II aurait salué un « Premier ministre pragmatique et nationaliste ». [http://telquel.ma/2013/02/19/Histoire-II-etait-une-fois-l-alternance\\_557\\_6280](http://telquel.ma/2013/02/19/Histoire-II-etait-une-fois-l-alternance_557_6280)

- Bourdieu, Pierre. 1986. « L'illusion biographique ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 62-63: 69-72.
- Camau, Michel. 2008. « Le leadership politique aux confins des démocraties et des autoritarismes ». In *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle. Convergences Nord-Sud.*, édité par Olivier Dabène, Vincent Geisser, et Gilles Massardier, 57-87. Paris: La Découverte.
- Catusse, Myriam. 2006. « Présentation ». *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, « Les partis politiques dans les pays arabes, Tome 2. Le Maghreb », 111-112 : 9-14.
- Catusse, Myriam. 2013. « Au-delà de "l'opposition à sa Majesté" : mobilisations, contestations et conflits politiques au Maroc ». *Pouvoirs* 145 (2): 31-46.
- Catusse, Myriam, and Karam Karam. 2010. « A Return to Partisan Politics? Partisan Logics and Political Transformations in the Arab World ». In *Returning to Political Parties? : Partisan Logic and Political Transformations in the Arab World*, 11-59. Beyrouth: Presses de l'Ifpo.
- Dalle, Ignace. 2011. *Hassan II entre tradition et absolutisme*. Paris: Fayard.
- Damis, John. 1975. « The Origins and Significance of the Free School Movement in Morocco, 1919-1931 ». *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée* 19 (1) : 75-99.
- Duverger, Maurice. 1976. *Les partis politiques*. Paris: Armand Colin.
- El Benna, Abdelkader. 1989. « Naissance et développement de la gauche marocaine issue du Mouvement national: Cas de l'Union Socialiste Des Forces Populaires [Birth and Development of the Moroccan Left-Wing Stemmed from the National Movement: The Socialist Union of Popular Forces] ». PhD Dissertation, Rabat: Faculté de droit.
- El Kadoussi, Abdelmalek. 2018. « Four phases in the history of the Moroccan private press ». *The Journal of North African Studies* 23 (4). Routledge: 675-693.
- El Maslouhi, Abderrahim. 2009. « La gauche marocaine, défenseure du trône. Sur les métamorphoses d'une opposition institutionnelle ». *L'Année du Maghreb* 5: 37-58.
- El Mossadeq, Rkia. 2001. *Les labyrinthes de la transition démocratique*. Casablanca: Imprimerie Najah El-Jadida.
- Fillieule, Olivier. 2001. « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel ». *Revue Française de Science Politique* 51, Devenirs militants (1-2): 199-215.
- Fillieule, Olivier. 2020. « Carrière militante ». In *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2e éd.: 91-98. Références. Paris: Presses de Sciences Po.
- Galissot, René. 2002. Préface « Illusion révolutionnaire et contre-révolution monarchique ». In *Héros sans gloire. Échec d'une révolution 1963-1973*, Mehdi Bennouna, 5-13. Casablanca: Tarik Éditions.
- Hivert, Joseph, and Frédéric Vairel. 2019. « Biographical Effects of Engagement: The "Activist Generation" of the 1970s and Its Children in Morocco ». In *Activists Forever?: Long-Term Impacts of Political Activism*, edited by Erik Neveu and Olivier Fillieule, 135-158. Cambridge Studies in Contentious Politics. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hughes, Everett C. 1958. *Men and Their Work*. Glencoe, IL: Free Press.
- Julien, Charles-André. 1978. *Le Maroc face aux impérialismes, 1415-1956*. Paris: Éditions Jeune Afrique.
- Kasmi, Sanae. 2015. *Le statut des partis politiques au Maroc*. 91. Rabat: REMALD.
- Leveau, Rémy. 1985. *Le fellah marocain défenseur du trône*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.



- Maghraoui, Driss. 2020. "On the relevance or irrelevance of political parties in Morocco." *The Journal of North African Studies* 25 (6). 939-959.
- Miller, Susan Gilson. 2014. « Filling a historical parenthesis: an introduction to 'Morocco from World War II to Independence' ». *The Journal of North African Studies* 19 (4). Routledge: 461-474.
- Monjib, Maâti. 1992. *La monarchie marocaine et la lutte pour le pouvoir. Hassan II face à l'opposition nationale de l'indépendance à l'Etat d'exception*. Paris: L'Harmattan.
- Offerlé, Michel. 2018. *Les partis politiques*. 9<sup>e</sup> éd. Que sais-je ? Paris: Presses Universitaires de France.
- Rézette, Robert. 1955. *Les partis politiques marocains*. Paris: Armand Colin.
- Roussillon, Alain, and Jean-Noël Ferrié. 2006. « Réforme et politique au Maroc de l'alternance : Apolitisation consensuelle du politique ». In *Dispositifs de Démocratisation et dispositifs autoritaires dans le monde arabe*, edited by Jean-Noël Ferrié and Jean-Claude Santucci, 149–196. Paris: CNRS Editions.
- Santucci, Jean-Claude. 2001. *Les partis politiques à l'épreuve du pouvoir. Analyse diachronique et socio-politique d'un pluripartisme sous contrôle*. Manuels et travaux universitaires. Rabat: Publications de la Revue marocaine d'administration locale et de développement.
- Sewell Jr, William H. 1996. « Three Temporalities: Toward an Eventful Sociology ». In *The Historic Turn in the Human Sciences*, édité par Terence J. McDonald, 245-280. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Storm, Lise. 2014. *Party Politics and the Prospects for Democracy in North Africa*. Boulder: Lynne Rienner.
- Strauss, Anselm L. 1959. *Mirrors and Masks: The Search for Identity*. Glencoe, IL: Free Press.
- Vairel, Frédéric. 2007. « La transitologie, langage du pouvoir au Maroc ». *Politix* 20 (80): 109-128.
- Vairel, Frédéric. 2014. *Politique et mouvements sociaux Au Maroc. La révolution désamorcée ?* Paris: Presses de Sciences Po.
- Vermeren, Pierre. 2002. *Ecole, élite et pouvoir au Maroc et en Tunisie au XXe siècle*. Rabat: Alizés.
- Waterbury, John. 1970. *The Commander of the Faithful. The Moroccan Political Elite. Study of Segmented politics*. Worcester: Weidenfeld & Nicolson.
- Willis, Michael. 2002. "Political Parties in the Maghrib: illusion of significance?" *The Journal of North African Studies* 7 (2): 1-222.